

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
**ATTAF ENTAME UNE VISITE
OFFICIELLE EN CONFÉDÉRATION
SUISSE**

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mercredi soir, à Berne, pour une visite officielle en Confédération suisse, indique un communiqué du ministère.



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 14 Chawwal - 2 Avril 2026 - N° 1274 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ARMÉE NATIONALE
POPULAIRE

**REDDITION D'UN
TERRORISTE ET
ARRESTATION DE 6
ÉLÉMENTS DE SOUTIEN
AUX GROUPES
TERRORISTES EN UNE
SEMAINE**



Un terroriste armé s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 25 au 31 mars 2026, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

P.16

ASSURANCES

**LE CHIFFRE D'AFFAIRES
DÉPASSE LES 200
MILLIARDS DE DA
EN 2025**

Le marché algérien des assurances a enregistré en 2025 un chiffre d'affaires de 200,5 milliards de DA, en hausse de 8,8% par rapport à l'année précédente, selon une note de conjoncture publiée par le Conseil national des assurances.

P.2

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

EXAMEN DE PROJETS DE DÉCRETS EXÉCUTIFS ET DES COMMUNICATIONS CONCERNANT PLUSIEURS SECTEURS



P.3

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs projets de décrets exécutifs et des communications concernant les secteurs de la solidarité, la recherche et l'énergie, en plus de l'évaluation du dispositif de l'allocation chômage, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

IFE 2026 DE LONDRES

LA PARTICIPATION ALGÉRIENNE COURONNÉE PAR LA CONCLUSION DE DEUX CONTRATS D'EXPORTATION ET D'ACCORDS DE COOPÉRATION

La participation algérienne au salon "International Food & Drink Event (IFE) 2026" qui se tient à Londres du 30 mars au 1er avril 2026 a été couronnée par la conclusion de contrats d'exportation et d'accords de coopération, indique, mercredi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

P.4

AUDIENCE AU MINISTÈRE DES HYDROCARBURES ET DES MINES

ARKAB REÇOIT LE SG DE L'APPO

Le ministre d'État, chargé des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a accueilli, mercredi à Alger, le Secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Farid Ghezali, en déplacement professionnel en Algérie à l'occasion de sa participation à la huitième Conférence de l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG), organisée les 30 et 31 mars derniers.

Par Malek Gaya

Cette réunion s'est tenue en présence du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, ainsi que de plusieurs responsables du ministère. Les échanges ont porté sur les voies et moyens de consolider la coopération entre l'Algérie et l'APPO dans les secteurs pétrolier et gazier, notamment dans les domaines de la formation, de la recherche et du développement. Les discussions ont également permis d'aborder les mutations des marchés énergétiques internationaux ainsi que les perspectives de partenariat africain dans un contexte marqué par de profondes transformations énergétiques à l'échelle mondiale.

Les deux parties ont en outre examiné les aspects organisationnels, la feuille de route et le programme d'action de l'Organisation pour les années à venir. Elles se sont également penchées sur l'état d'avancement du projet de la



Banque africaine de l'énergie (BAE), en mettant en avant son rôle dans le financement et le renforcement du développement des industries pétrolières, gazières et énergétiques en Afrique, tout en insistant sur la nécessité d'une coordination accrue

entre les États membres.

Dans ce cadre, le ministre d'État a renouvelé l'engagement de l'Algérie à soutenir les pays africains en partageant son savoir-faire dans les domaines de l'exploration, de la production, de la transformation et de la

formation. Il a, à ce titre, mis en exergue le rôle stratégique de l'Institut algérien du pétrole dans la qualification des compétences africaines.

Pour sa part, Farid Ghezali a salué le soutien constant de l'Algérie aux objectifs de l'Organisation, soulignant son rôle moteur dans la formation et le développement des ressources humaines, ainsi que dans la promotion de la recherche et de l'innovation dans le secteur de l'énergie.

Depuis la création de l'APPO en 1987, l'Algérie n'a cessé de jouer un rôle déterminant dans l'appui à l'action africaine commune, en favorisant la coopération et le partage d'expertises. Elle contribue ainsi à renforcer la position du continent comme source énergétique stratégique et à encourager un développement durable au bénéfice de ses populations.

M.G

ADJAL PRÉSIDE UNE RÉUNION AVEC LES CADRES DIRIGEANTS

AU MENU LE SUIVI DES PROJETS DE SONELGAZ

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mercredi, une réunion élargie avec plusieurs cadres dirigeants du groupe Sonelgaz ainsi que nombre de cadres principaux du ministère, consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets stratégiques et vitaux garantissant la sécurité de l'approvisionnement en énergie et la consolidation de la qualité du service public, indique un communiqué du ministère. Cette réunion a été consacrée à l'examen de dossiers importants liés aux activités du groupe, notamment la préparation de la saison estivale 2026, les projets structurants, la création de nouvelles directions de distribu-

tion, ainsi que la situation de la consommation des exploitations agricoles mises en service.

Après avoir suivi des exposés détaillés sur l'avancement des travaux, le ministre a insisté sur le respect des délais de livraison fixés, en raison de leur impact direct sur la continuité du service, la satisfaction de la demande croissante en énergie, et le soutien à la dynamique socioéconomique.

Par ailleurs, M. Adjal a rappelé l'importance de la nouvelle société "Sonelgaz-Internationale" dans le renforcement des opportunités du groupe d'accéder aux marchés extérieurs, notamment en Afrique.

RE

ASSURANCES

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DÉPASSE LES 200 MILLIARDS DE DA EN 2025

Le marché algérien des assurances a enregistré en 2025 un chiffre d'affaires de 200,5 milliards de DA, en hausse de 8,8% par rapport à l'année précédente, selon une note de conjoncture publiée par le Conseil national des assurances.

Les assurances de dommages dominent le secteur avec 82,7% du chiffre d'affaires total, soit 165,8 milliards de DA, marquant une progression de 8,9%. La croissance est principalement portée par la branche automobile, en hausse de 10,6% (+7,6 milliards de DA), suivie par la branche incendie, risques divers (IRD), qui progresse de 7,4% (+5 milliards de DA).

L'assurance agricole enregistre également une forte croissance de 17,6% (+416,1 millions de DA).

Les assurances de personnes affichent une progression plus modeste de 3,5%, pour un chiffre d'affaires total proche de 22 milliards de DA.

L'assurance Takaful connaît une hausse remarquable de 84,3%, générant 1,4 milliard de DA de contributions, réparties entre Takaful Général (+452,8 millions DA) et Takaful Familial (+209,2 millions DA).

En réassurance internationale, la Compagnie Centrale de Réassurance (CCR) a

réalisé un chiffre d'affaires de 11,2 milliards de DA, en croissance de 11,9%, soutenue par la majorité des branches, notamment l'assurance

incendie, qui représente 67,4% du portefeuille de la compagnie avec une augmentation de 11%.

Le montant des sinistres déclarés s'établit à 90 milliards de DA, en baisse de 14,2% par rapport à 2024, principalement en raison de la réduction des sinistres en assurances de dommages. Toutefois, le nombre de sinistres déclarés progresse légèrement de 2,2%.

Les indemnités versées atteignent 85,6 milliards de DA, dont 89,2% pris en charge par les assurances de dommages. En volume, le nombre de sinistres réglés augmente de 2% (+36 318 dossiers), tandis que les

sinistres en stock s'élèvent à 131,2 milliards de DA, correspondant à 1.602.578 dossiers en instance, soit 389.864 dossiers de moins qu'au 30 septembre 2025.

En valeur, les indemnités versées aux assurés progressent de 6%, tandis que le nombre de dossiers réglés recule de 7,2% par rapport à 2024.

RE

RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE D'ALGER

RABEHI PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE DE PASSATION DE POUVOIRS ENTRE WALIS DÉLÉGUÉS

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, a présidé, mercredi, une cérémonie de passation de pouvoirs entre les walis délégués des circonscriptions administratives concernées par la nouvelle organisation administrative de la wilaya, indique un communiqué des services de wilaya. Conformément aux dispositions du décret présidentiel 26-112 du 8 mars 2026, portant nouvelle organisation administrative de la wilaya d'Alger, M. Rabehi a présidé une cérémonie de passation de pouvoir entre walis délégués des circonscriptions administratives concernées par cette réorganisation, en présence de présidents des assemblées populaires

communales concernées, indique la même source.

Cette opération concerne Dar El Beïda, Rouiba et El Harrach, à la suite de l'annexion d'Aïn Taya et El Marsa à la circonscription administrative de Rouiba, ainsi que de la commune de Mohammadia à la circonscription administrative d'El Harrach.

La décision de détacher les communes citées de la circonscription administrative de Dar El Beïda vise à "améliorer l'efficacité de la gestion administrative, rapprocher l'administration du citoyen et améliorer la qualité du service public".

RA

SANTÉ ET MÉDICAMENTS

UNE DÉLÉGATION DE L'UA VISITE PLUSIEURS STRUCTURES DE SANTÉ ET DE PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Une délégation de la division de la Santé de la Commission de l'Union africaine (UA), a visité, mercredi, plusieurs structures de santé et de production pharmaceutique dans la wilaya de Tizi-Ouzou dans le cadre de sa visite en Algérie.

La délégation, qui a visité plusieurs structures de santé et unités de production pharmaceutique, s'est dite "impressionnée" par "la qualité et le coût compétitif des produits pharmaceutiques algériens en comparaison à ceux qui nous parviennent, actuellement, de certains pays", a indiqué à l'APS, Dr Diop Mohamed Yahia, membre de la délégation.

"Nous allons faire le plaidoyer auprès des pays membres de l'UA en faveur de la production pharmaceutique algérienne pour la faire connaître", a-t-il affirmé.

La délégation a relevé, par ailleurs, que le niveau du système de santé algé-

rien est "très avancé" et "répond aux normes internationales", saluant également "la politique sanitaire mise en place qui permet l'accès aux soins".

Il a, dans ce sillage, ajouté que l'UA, à travers cette visite qui sera suivie par d'autres dans un "futur proche", trace "une nouvelle voie de coopération avec l'Algérie et prévoit la signature de plusieurs conventions pour la prise en charge de son personnel afin qu'il reçoive des soins de qualité".

Une démarche qui vise à "renforcer davantage la coordination entre l'Algérie et l'UA dans la perspective du développement de l'ensemble du système de santé à l'échelle continentale", a-t-il souligné, rappelant que quatre conventions "ont déjà été signées avec des structures de santé, publiques et privées, et d'autres sont en discussion pour être signées lors de futures visites".

RE

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

EXAMEN DE PROJETS DE DÉCRETS EXÉCUTIFS ET DES COMMUNICATIONS CONCERNANT PLUSIEURS SECTEURS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs projets de décrets exécutifs et des communications concernant les secteurs de la solidarité, la recherche et l'énergie, en plus de l'évaluation du dispositif de l'allocation chômage, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

« Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 1er avril 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant la nature, le degré et la prévention du handicap, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 25-01 du 20 février 2025, relative à la protection et à la promotion des personnes ayant des besoins spécifiques.

Ce projet de texte vise à assurer la prévention précoce et pluridisciplinaire du handicap à travers la mise en place de programmes sectoriels intégrés dans une stratégie nationale de prévention du handicap, qui repose sur un ensemble de mesures à caractère médical, thérapeutique, psychologique, éducatif, communicationnel et social, permettant l'identification de la nature et du degré du handicap et ce, afin de mieux prendre en charge les besoins de cette catégorie de personne.

Dans le cadre du suivi de la réalisation des grands projets structurants, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif modifiant le plan du tracé prévu par le décret exécutif n° 24-101 du 7 mars 2024 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'un système d'alimentation en eau dessalée des communes des wilayas d'Alger et de Blida,



à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka.

Cette modification intervient suite aux changements apportés au tracé initial en raison des difficultés rencontrées lors de la réalisation du projet.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur le développement et la promotion des produits de recherche et d'innovation issus des établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche ayant démontré leur maturité technique et leur aptitude à la production et à la commercialisation.

La présentation a mis en lumière des exemples de produits innovants dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des énergies renouvelables,

de la santé, de l'environnement et des technologies industrielles, dans le cadre d'une approche stratégique visant à renforcer

les partenariats entre les universités et leur environnement économique et social, et à soutenir une économie du savoir et de l'innovation.

Le Gouvernement a également entendu une communication relative au projet de restructuration du secteur de l'énergie et des énergies renouvelables.

Ce projet, qui vise à adapter l'organisation du secteur aux nouveaux enjeux liés au développement des énergies renouvelables, à la mobilité électrique et à l'hydrogène, traduit la volonté des plus hautes autorités

du pays d'accélérer la transition énergétique et de renforcer l'efficacité énergétique.

En outre, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du dispositif de l'allocation chômage mis en place depuis février 2022, sur instruction de Monsieur le Président de la République, visant à lutter contre le chômage juvénile, le Gouvernement a examiné un rapport sur les résultats de l'évaluation du dispositif après quatre années de son lancement.

Cette évaluation a démontré que ce dispositif s'est imposé comme un instrument majeur de la politique de l'emploi et s'est caractérisé par une couverture étendue, une gestion numérisée performante et des mécanismes d'assainissement efficaces.

A ce titre, il a été souligné le fait que ce dispositif continue de garantir un revenu minimal aux primo-demandeurs d'emploi revalorisé à 18.000 DA à partir de janvier 2026, tout en renforçant ses mécanismes d'accompagnement vers l'insertion professionnelle, et l'offre de formation spécialisées adaptées aux besoins du marché national du travail.

Enfin, et dans le cadre de la poursuite de l'examen des feuilles de route sectorielles 2026-2028, le Gouvernement a examiné le projet de feuille de route du secteur de l'environnement et de la qualité de la vie.

RA/APS

COMMUNICATION/COOPÉRATION BILATÉRALE

BOUAMAMA EXAMINE AVEC SON HOMOLOGUE NIGÉRIEN LES MOYENS DE RENFORCER LA COOPÉRATION MÉDIATIQUE

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a reçu, mercredi, le ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de la République du Niger, M. Adji Ali Salatou, ainsi que la délégation l'accompagnant, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre qui a eu lieu au siège du ministère, les deux parties ont examiné "les moyens et les agendas de mise en œuvre des conclusions de la 2e session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne de coopération, tenue à Niamey les 23-24 mars 2026, notamment en ce qui concerne la finalisation des procédures de validation de l'accord de coopération médiatique, et la proposition algérienne d'actualiser les accords bilatéraux conclus entre les médias audiovisuels et la presse écrite des

deux pays, afin de les adapter aux évolutions dans le domaine de l'information et de la communication".

A cette occasion, M. Bouamama a exprimé "la disposition de l'Algérie à renforcer la coopération médiatique avec la République du Niger, et à examiner toutes les opportunités disponibles dans ce domaine, notamment celles permettant aux journalistes et aux professionnels des médias nigériens de bénéficier de programmes de formation pour développer leurs compétences et leurs capacités, vu l'expérience avérée de nos différents établissements spécialisés en la matière.

Il a également évoqué l'échange d'expertises dans d'autres domaines, à l'instar de la gestion des établissements médiatiques, des techniques de diffusion télévisuelle et radiophonique, et de la lutte contre la désin-

formation".

Cette coopération vient "concrétiser la vision commune exprimée par les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le président de la République du Niger, M. Abdourahmane Tiani, lors de leur rencontre mi-février dernier à Alger", souligne le communiqué.

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'accompagnement médiatique en "mettant en valeur la nouvelle dynamique que connaissent les relations stratégiques bilatérales, ainsi que la forte volonté de les approfondir et

de les renforcer dans différents domaines et à tous les niveaux, au service des intérêts communs des deux pays et de la consolidation des liens de fraternité et de bon voisinage entre les deux peuples frères".

De son côté, M. Salatou a mis en avant "son engagement à concrétiser les accords conclus à Niamey et sa volonté de discuter des opportunités de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'information et de la communication", outre "la ratification d'un accord de coopération médiatique entre les deux pays dans les plus brefs délais".

Il a, par ailleurs, exprimé "sa gratitude pour les importants efforts déployés par l'Algérie pour accompagner son pays dans ce secteur", saluant la volonté politique des dirigeants des deux pays de "réaliser davantage de progrès et de promouvoir les relations historiques solides entre l'Algérie et le Niger".

RA/APS

JUSTICE/COOPÉRATION BILATÉRALE

LOTFI BOUDJEMAA RENCONTRE À ADDIS-ABEBA SON HOMOLOGUE ÉTHIOPIENNE

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a rencontré, mercredi à Addis-Abeba, la ministre de la Justice de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Mme Hanna Arayaselassie, indique un communiqué du ministère de la Justice.

La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en République fédérale démocratique d'Éthiopie et représentant perma-

nent auprès de l'Union africaine (UA), M. Mohamed Khaled, ainsi que de cadres des deux ministères.

A cette occasion, M. Boudjemaa et son homologue éthiopienne ont signé trois projets d'accords dans le domaine de la coopération judiciaire, portant sur "l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale", "l'entraide judiciaire en matière pénale" et un "accord relatif à l'extradition des crimi-

nels", précise la même source.

Un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération institutionnelle entre les ministères des deux pays a également été signé, ajoute la même source.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux effectuera une visite de travail de deux jours en Éthiopie, a-t-on rappelé de même source.

RA/APS

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE AVEC LA TUNISIE

UNE COOPÉRATION STRATÉGIQUE AXÉE SUR L'INTERCONNEXION, LES RESSOURCES MINIÈRES ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Algérie et la Tunisie ont étudié hier à Alger les différentes possibilités de consolider leur coopération bilatérale dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des mines et des énergies renouvelables. L'accent a été particulièrement mis sur les projets d'interconnexion électrique, ainsi que sur l'exploitation et la valorisation des ressources phosphatées, selon un communiqué conjoint émanant des ministères concernés.

Par Youcef Hamidi

Ces échanges se sont déroulés à l'occasion de l'audience accordée, au siège du ministère, par le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, au président du Conseil national des régions et des districts de la République tunisienne, Imed Derbali, en visite officielle en Algérie à la tête d'une délégation parlementaire.

La réunion, tenue en présence de la secrétaire d'État auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, ainsi que du vice-président du Conseil de la nation, Rabah Beghali, et de plusieurs cadres des deux ministères, a permis d'évaluer l'état actuel et les perspectives de la coopération bilatérale dans ces do-



maines stratégiques.

Les discussions ont également porté sur les opportunités de développement de ces relations, qualifiées d'historiques, ainsi que sur les moyens de les renforcer davantage, notamment dans la production et la

commercialisation des hydrocarbures, la production et le transport de l'électricité, mais aussi dans les énergies nouvelles et renouvelables et la transition énergétique, précise la même source.

À cette occasion, les deux par-

ties ont passé en revue l'avancement des projets communs, en particulier celui visant à consolider l'interconnexion électrique entre les deux pays, ainsi que les perspectives de coopération dans le secteur minier, notamment dans l'exploitation et la transformation des phosphates, sans oublier l'échange d'expertises et le renforcement de la formation.

Les deux ministres ont, par ailleurs, présenté les grandes orientations des programmes de développement de leurs secteurs respectifs, réaffirmant leur volonté de renforcer la coopération entre les institutions des deux pays, en cohérence avec la détermination des dirigeants à instaurer un partenariat économique solide, efficace et durable, conclut le communiqué.

Y.H

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL EN MOUTONS DE L'AÏD

L'IMPORTATION COMME SOLUTION IMMÉDIATE ET UNE STRATÉGIE À LONG TERME

En prévision de l'Aïd El Adha, les autorités nationales ont décidé d'importer un million de moutons. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Par Malika Azeb

Dans ce contexte, M. Mustapha Bennaoui, expert en agriculture et ancien cadre au ministère de l'Agriculture, est revenu hier, lors de son passage à l'émission « L'invité du jour », diffusée sur la Chaîne 3 de la Radio nationale, sur cette opération d'importation.

La procédure a été entamée officiellement jeudi dernier avec l'arrivée d'une première cargaison au port d'Alger. Les autorités comptent accélérer ce dispositif dès la semaine prochaine, a indiqué cet expert, en précisant que « cette initiative, pilotée par le ministère de l'Agriculture, vise à approvisionner le marché national et à atténuer la pression sur un cheptel local en baisse ».

M. Bennaoui a rappelé que les importations proviennent de plusieurs pays, dont l'Espagne, le Brésil, la Roumanie et l'Uruguay, avec la mobilisation de quatre opérateurs internationaux, ajoutant que l'opération s'étalera sur deux mois, « avec un objectif affiché de distribution d'un million de têtes à travers le territoire national », a-t-

il précisé. Il a souligné que « nous sommes face à une période de deux mois pour livrer un million de têtes, ce qui n'est pas une chose aisée », en insistant sur les différentes étapes concernant la réception du cheptel, sa mise en quarantaine et ensuite sa distribution à travers des points de vente dédiés à cet effet.

M. Bennaoui a également affirmé que cinq ports sont mobilisés pour la réception des moutons, à savoir les ports d'Oran, de Mostaganem, de Ténès, d'Alger et d'Annaba.

Il a indiqué que le cheptel sera soumis à une quarantaine sanitaire d'une durée allant de 20 à 30 jours pour des opérations de dépistage, avant sa mise sur le marché.

Concernant la prise en charge des moutons, Mustapha Bennaoui a précisé qu'il s'agit d'un défi, car cette prise en charge, entre l'alimentation, l'abreuvement et la couverture sanitaire, revient cher, sachant que chaque mouton demande en moyenne entre 600 et 700 grammes d'aliments par jour, soit environ un besoin global de 30 000 tonnes, en plus d'une consommation en eau variant de 3 à 5 litres par jour et par tête.

À la question sur le transport pour la distribution des moutons à travers le territoire national, cet expert a indiqué que « le transport constitue également un enjeu logistique majeur : un camion aménagé peut transporter jusqu'à 120 têtes, contre 60 pour un véhicule non adapté. La réussite de l'opération dépendra donc de la disponibilité de moyens de transport conformes et suffisants ».

Ajoutant que les autorités ont prévu la multiplication des points de vente à travers les régions afin d'éviter les dysfonctionnements observés auparavant, toutefois Mustapha Bennaoui a appelé à une implication directe des grands éleveurs, possédant, selon lui, les moyens logistiques nécessaires.

En ce qui concerne l'équité dans la distribution, il a précisé que le nombre reste insuffisant face aux besoins, en déclarant que « le million de têtes est insuffisant vis-à-vis de la demande ».

« Les besoins nationaux se situent entre 3,5 et 4 millions de têtes », précisant que « le cheptel national est estimé à environ 18 millions de têtes, dont seule une partie est apte à l'abattage ».

Afin de combler le manque en cheptel et de répondre aux besoins nationaux, l'importation constitue une solution nécessaire à court terme et une stratégie à long terme pour préserver les ressources nationales. Dans ce contexte, M. Bennaoui a expliqué que « c'est une opération stratégique qui va durer dans le temps, 5 à 8 ans, pour permettre la reconstitution du cheptel national », en évoquant « la dégradation des parcours naturels et la nécessité de réduire la pression sur les ressources locales ».

Appelant à une approche plus durable et mieux planifiée, M. Bennaoui a suggéré une importation de moutons tout au long de l'année, et non uniquement à l'approche de l'Aïd, estimant que cette option est la plus rationnelle.

MA

IFE 2026 DE LONDRES

LA PARTICIPATION ALGÉRIENNE COURONNÉE PAR LA CONCLUSION DE DEUX CONTRATS D'EXPORTATION ET D'ACCORDS DE COOPÉRATION

La participation algérienne au salon "International Food & Drink Event (IFE) 2026" qui se tient à Londres du 30 mars au 1er avril 2026 a été couronnée par la conclusion de contrats d'exportation et d'accords de coopération, indique, mercredi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Cette participation, marquée par la présence de vingt entreprises algériennes sous l'égide du ministère, a abouti à la signature de deux contrats d'exportation de plusieurs produits algériens, à même d'augmenter les op-

portunités de leur accès à de nouveaux marchés, précise la même source.

A cette occasion, il a été convenu d'organiser des visites de terrain en Algérie au profit de nombreux professionnels et opérateurs économiques étrangers, en vue de découvrir les capacités productives des entreprises algériennes et d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement, selon le communiqué.

Cet événement économique a également été marqué par la signature d'accords de coopération entre des opérateurs économiques al-

gériens et leurs homologues de plusieurs pays, permettant ainsi de développer des relations commerciales durables et de renforcer la présence des produits algériens sur les marchés extérieurs, ajoute le communiqué.

Ces résultats s'inscrivent dans le cadre des efforts consentis par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations visant à accompagner les opérateurs économiques algériens, les encourager à accéder aux marchés internationaux et à promouvoir les exportations, note le communiqué.

RE

OUARGLA

MODERNISATION DE LA GESTION FINANCIÈRE DE LA PROTECTION CIVILE

Hier, mercredi à Ouargla, un séminaire a réuni les responsables administratifs et logistiques de la Protection civile des wilayas du Sud-est. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la stratégie financière à moyen terme du secteur, avec pour objectifs principaux l'amélioration des pratiques de gestion et une meilleure maîtrise des finances publiques.

Par Ali Boudefel

En présence de représentants de la direction générale et des autorités locales, la colonelle Souad Naceri, responsable du pôle financier à la DGPC, a souligné que l'instauration du nouveau cadre budgétaire marque une avancée majeure dans l'administration des moyens, désormais fondée sur des objectifs et des résultats concrets. Cette approche vise à lier les financements aux performances atteintes, à renforcer la responsabilisation et à garantir une exploitation rigoureuse des fonds publics, tout en préservant la pérennité des ressources indispensables au fonctionnement de



l'institution. Cette réunion régionale avait pour but de fixer les orientations majeures pour l'exercice budgétaire 2026, d'arrêter les axes stratégiques à l'horizon moyen terme, de flécher

les financements vers le renforcement des capacités opérationnelles, d'accroître la réactivité des unités de la Protection civile, d'assurer le pilotage des

projets du secteur, mais aussi de recenser les difficultés rencontrées dans leur conduite et de proposer des mesures pour accélérer l'atteinte des objectifs définis. Les échanges ont permis d'examiner les dispositifs de gestion des unités d'intervention, de souligner l'importance de leur maintenance régulière, d'établir un calendrier financier pour l'inscription de nouvelles opérations en 2027 et de déterminer les priorités afin de renforcer l'efficacité des moyens déployés et la performance des capacités d'action.

Encadrée par des officiers supérieurs de la DGPC, cette rencontre constitue une étape clé dans la modernisation du pilotage financier du secteur et le renforcement de la coordination entre les parties prenantes. Elle s'inscrit dans une démarche de bonne gouvernance, de transparence et de valorisation du service public au sein de cette institution. Après celles organisées à Aïn Defla et à Bordj Bou-Arredj, cette rencontre régionale, troisième du genre, sera suivie d'une nouvelle session prévue les 8 et 9 avril prochains à Tamanrasset.

A.B

BENI-ABDES

LE TRACÉ DU TRANSFERT D'EAU SUD-SUD EXAMINÉ SUR LE TERRAIN

Une mission de contrôle et d'évaluation des diverses observations formulées lors de la présentation de l'étude concernant la phase de linéaire du projet de transfert sud-sud des eaux avait été menée récemment. Ce projet, qui s'étend sur plus de 1 300 km, relie le champ de captage d'Ihraran, situé dans la commune d'Ougrout (wilaya de Timimoun), jusqu'à Gara-Djebilet dans la wilaya de Tindouf. L'information a été communiquée par le directeur de wilaya de l'hydraulique, Abderrahmane Zenagui. M. Zenagui a précisé que cette inspection du parcours, qui traverse également les wilayas de Béni Abbès et Béchar, a été réalisée sur le terrain par un groupe d'experts du domaine hydraulique. Selon lui, cette

démarche a permis à ces spécialistes – provenant des différentes entités impliquées dans ce vaste chantier, à savoir le ministère de l'Hydraulique, l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH), l'Algérienne des eaux (ADE), le bureau d'études en charge des investigations techniques ainsi que la direction locale compétente – de constater et de suivre le tracé proposé par le bureau d'études, depuis le champ de captage dans la zone d'Ihraran jusqu'à la wilaya de Béni Abbès. Le même responsable a ajouté que la délégation d'experts, encadrée par les responsables locaux du secteur, a également inspecté les emplacements prévus pour l'implantation et la construction de trois stations de pompage de

grande envergure situées sur une portion du linéaire de cette conduite traversant le territoire de la wilaya de Béni Abbès. Cette visite sur site visait à assurer la sélection du tracé le plus optimal pour ce vaste projet de transport d'eau, a-t-il souligné. Par ailleurs, M. Zenagui a indiqué que, outre les chantiers liés à cette adduction, les travaux associés à ce projet comprennent également la pose d'un réseau de canalisations de 600 km destiné à capter les eaux des forages situés dans le même champ de captage à Ougrout. Il a enfin insisté sur le fait que la réalisation de ce projet d'envergure a pour objectif principal d'assurer une sécurité hydrique pérenne dans la région.

A.B

JIJEL

178 ÉCOLES PRIMAIRES RÉNOVÉES POUR LA RENTRÉE 2025-2026

Mercredi, le directeur de l'éducation de la wilaya de Jijel, Saâd Kisra, a annoncé que pas moins de 178 établissements primaires ont bénéficié de travaux de réhabilitation au titre de l'année scolaire 2025-2026. Il a précisé que ces interventions, inscrites dans une démarche visant à améliorer l'environnement scolaire des plus jeunes élèves, ont consisté en des opérations de restauration. Selon la même source, ces travaux, qui ont mobilisé un budget de 285 millions de dinars, ont concerné l'étanchéité, la remise en état des espaces de jeux, des blocs sanitaires, des murs de clôture ainsi que des toitures. Il a ajouté que cette dynamique se poursuivra cette année afin d'englober d'autres écoles. M. Kisra a également souligné que 250 écoles

primaires ont vu leurs équipements scolaires rénovés pour un montant de 90 millions de dinars. Dans le cadre de la relance et du développement du sport scolaire, 68 nouvelles aires de jeux ont été réceptionnées et 28 autres ont été dotées d'équipements.

Par ailleurs, le responsable a rappelé que le secteur a également connu, pour l'exercice 2025-2026, l'entrée en service de dix groupes scolaires, de quarante-neuf classes d'extension, de trois cantines scolaires, de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM), de sept terrains de sport, de deux unités sanitaires de dépistage et de suivi (UDS) ainsi que de trois lycées.

A.B

OUM EL BOUAGHI

PLUS DE 1 MILLIARD DE DA POUR LA RÉALISATION DE NOUVELLES ÉCOLES PRIMAIRES

Une enveloppe financière s'élevant à 1 milliard et 102 millions de dinars a été allouée à la réalisation de nouvelles écoles primaires dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction des équipements publics (DEP). Dans ce contexte, le chef du service du suivi et de la gestion des opérations au sein de la même direction, Sofiane Hassini, a précisé à l'APS que ce financement s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2026,

visant la réalisation de cinq écoles primaires réparties à travers les communes de Bir Chouhada, de Souk Naâmane, de Fkirina, de Meskiana et d'Oum El Bouaghi.

Le même responsable a ajouté que chaque établissement disposera d'une capacité d'accueil de 360 élèves, soit 12 classes, indiquant par ailleurs que le lancement des travaux relatifs à la réalisation de sept cantines scolaires, d'une capacité de 200 repas chacune,

ainsi que d'une demi-pension, interviendra prochainement.

Par ailleurs, la même source a fait état de l'allocation d'un budget supplémentaire de 213 millions de dinars destiné à la réalisation de 16 classes d'extension au sein d'établissements des cycles moyen et secondaire, en sus d'opérations de réhabilitation touchant plusieurs structures éducatives relevant des trois paliers d'enseignement.

R.R

BATNA

10 POINTS DE VENTE POUR LES MOUTONS IMPORTÉS

Dix points ont été désignés dans la wilaya de Batna pour la vente des moutons importés pour le sacrifice de l'Aïd El-Adha, a déclaré mercredi le chef de l'exécutif local, Riadh Benahmed.

Lors de son inspection des deux unités de production agricole (UPA) dans les communes de Zana El Beidha et d'El Hassi sur trois unités retenues pour accueillir les moutons importés, le wali a précisé que les points de vente choisis par la commission de wilaya disposent d'une capacité globale dépassant 33.000 ovins.

Il a également indiqué que le choix de ces points vise à faciliter la vente de ces moutons, assurant que tous les moyens matériels et humains nécessaires ont été mis en place à cet effet.

Le wali a ajouté que 110 médecins vétérinaires ont été mobilisés pour assurer le contrôle vétérinaire des moutons et la conformité aux normes sanitaires en vigueur.

R.R

CONSÉQUENCES DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

POURQUOI LES PRIX DU PÉTROLE SONT DIFFÉRENTS

Depuis le début du conflit au Moyen-Orient, le pétrole est redevenu le sujet numéro un des marchés mondiaux. Chaque jour, les cours s'affichent en une des journaux, et chaque jour ils semblent grimper un peu plus. Les attaques, le blocage du détroit d'Ormuz et la peur d'une pénurie ont provoqué une flambée spectaculaire.

Par Rihab Taleb

Quand on parle du prix du pétrole, il ne s'agit pas d'un chiffre unique. En réalité, il existe plusieurs prix, plusieurs références, plusieurs marchés. Et tous n'ont pas réagi de la même manière face à la crise.

Le Brent est sans doute le nom le plus connu, ce brut est extrait en mer du Nord, entre la Norvège et le Royaume-Uni. Sa localisation en zone stable, sa qualité relativement légère et peu soufrée, ainsi que sa facilité de transport font de lui une référence internationale. C'est lui qui sert de base à de nombreux contrats à terme et qui influence directement le prix de l'essence et du diesel dans une grande partie du monde. Ces dernières semaines, son cours a dépassé les 115 dollars le baril, soit presque le double par rapport au début de l'année. Quand les médias parlent du prix du pétrole c'est souvent celui du Brent qu'ils citent.

De l'autre côté de l'Atlantique, le West Texas Intermediate (WTI) joue le même rôle mais pour le marché américain. Ce brut est produit à l'intérieur des terres, cela rend son transport plus compliqué et plus coûteux. Son prix est inférieur à celui du Brent. On parle parfois d'un rabais structurel. Mais, lui aussi a fortement progressé depuis le début de l'année et vient de franchir la barre des 100



dollars le baril. Aux États-Unis, c'est la référence principale, utilisée pour fixer les prix domestiques et pour les contrats négociés à New York. Les raffineries américaines, adaptées à ce brut plus léger, continuent de s'appuyer sur lui comme indicateur.

Dans le Golfe, d'autres références connaissent des évolutions encore plus spectaculaires. Le brut d'Oman a dépassé les 150 dollars le baril. Sa force est d'être disponible sans passer par le détroit d'Ormuz, ce qui le rend très recherché en période de blocage. Le pétrole échangé à Dubaï a lui aussi flambé, car il se fait rare. Les attaques contre les infrastructures, la paralysie des routes maritimes et le manque de navires ont contribué à cette envolée. Ces bruts sont essentiels pour l'Asie, qui dépend largement des importations du Moyen-Orient. Les raffineries chinoises, indiennes ou coréennes surveillent de près ces cours, car ils déterminent directement le coût de leur approvisionnement.

Les experts estiment que si le conflit devait durer, les différentes références finiraient par se diriger vers les prix du Moyen-Orient. Les risques de pénurie

et les difficultés d'acheminement pèseraient sur l'ensemble du marché, qu'il s'agisse du Brent ou du WTI. En période de tension géopolitique, les écarts traditionnels liés à la qualité ou au transport s'effacent devant la crainte d'un manque global. Le marché devient alors dominé par la rareté et par la peur.

Il faut aussi rappeler que le pétrole n'est pas un produit uniforme. Sa qualité varie selon les gisements, certains bruts sont plus lourds, d'autres contiennent davantage de soufre. Ces différences influencent le coût du raffinage et donc le prix de vente. Un brut léger et peu soufré, comme le Brent ou le WTI, est plus facile à transformer en essence ou en diesel. À l'inverse, un brut lourd nécessite des installations plus complexes et coûteuses, ce qui réduit sa valeur marchande. C'est une dimension souvent oubliée, mais qui explique pourquoi deux bruts ne valent jamais exactement la même chose.

Enfin, le prix payé par le consommateur à la pompe dépend aussi des taxes, en Europe, elles représentent souvent la moitié du prix

au litre. En Suisse ou en France, c'est l'État qui fixe une grande partie du montant final. Aux États-Unis, la fiscalité est plus faible, ce qui rend l'essence moins chère. Même là-bas, les prix ont fortement augmenté depuis le début de la crise, preuve que la spéculation et l'opportunisme jouent aussi un rôle. Les marges des distributeurs, les coûts de transport et les variations des devises ajoutent encore des couches de complexité.

Le pétrole n'a jamais un seul prix. Il existe plusieurs références mondiales, chacune influencée par sa localisation, sa qualité et ses conditions de transport. Le Brent et le WTI sont les plus connus. Le premier est la référence internationale, le WTI est une référence américaine. Mais d'autres bruts, comme ceux d'Oman ou de Dubaï, sont devenus dernièrement cruciaux en raison de tensions géopolitiques. Et pour le consommateur, ce prix se transforme encore une fois lorsqu'il arrive à la pompe, sous l'effet des taxes et des marges de distribution.

R.T

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

UN DÉBUT D'ANNÉE PLUS ROBUSTE QU'ANTICIPÉ AU CANADA

Par Nawal Bordji

Selon de récentes informations dévoilées par Statistique Canada, l'activité économique a marqué une reprise durant les premiers mois de l'exercice, faisant suite à un repli modéré enregistré vers la fin de 2025.

C'est mardi que l'organisme a fait savoir que le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 0,1 % en janvier, soutenu par la bonne tenue des secteurs générateurs de biens, lesquels ont affiché une hausse de 0,2 %.

Quant aux perspectives, l'institution précise que ses premières évaluations pour février évoquent une progression de 0,2 % sur la période, tout en notant que cette donnée pourra être corrigée.

Les projections antérieures de Statistique Canada pour janvier, diffusées le mois dernier, faisaient état d'un PIB réel demeuré quasi stable.

Doug Porter, premier économiste à la BMO, fait remarquer que la conjoncture a affiché une « résilience surprenante » en ce début d'année, bien qu'il évite d'utiliser le terme de robuste.

« Je n'irai pas jusqu'à affirmer que nous sommes en phase de croissance vigoureuse, mais il semble indéniable que nous ayons observé une expansion mesurée au premier trimestre, ce qui, au vu de nombreux autres indicateurs, constitue une situation acceptable », explique-t-il.

L'augmentation constatée en janvier provient principalement d'un bond de 1,2 % dans le secteur minier, des carrières, ainsi que de l'extraction pétrolière et gazière, porté par une hausse de 1,6 % de l'extraction d'hydrocarbures.

En revanche, le secteur manufacturier a enregistré un repli de 1,4 %, en raison de la contre-performance des industries de produits durables et

non durables.

Le segment des services est resté quasi stable en janvier, les progressions dans le commerce au détail, la finance et les assurances ayant été neutralisées par les baisses observées dans le commerce de gros, le transport et l'entreposage.

M. Porter souligne que les résultats de janvier surpassent les attentes, compte tenu des « conditions météo exécrables » ayant touché plusieurs zones du pays durant le premier mois de l'année.

Statistique Canada évalue que l'activité économique a reculé de 0,5 % à rythme annualisé au dernier trimestre de 2025.

« L'économie canadienne semble amorcer 2026 sur des bases légèrement plus favorables que prévu, après un quatrième trimestre peu reluisant », analyse mardi Marc Ercolao, économiste à la Banque TD, dans une communication destinée à ses clients.

M. Ercolao ajoute que les résultats du PIB de janvier ne devraient pas influencer la prochaine orientation de la Banque du Canada en matière de taux directeurs, dont l'annonce est attendue pour le 29 avril.

L'institution monétaire a maintenu son taux de référence à 2,25 % le 18 mars, et a signalé son intention d'adopter une stratégie d'observation pour mesurer les conséquences du conflit en Iran et du choc pétrolier subséquent sur l'inflation et la croissance.

M. Ercolao rappelle que les prévisions économiques pour le Canada « sont étroitement liées à la durée et à l'intensité du conflit ».

Alors que la croissance du premier trimestre 2026 correspond aux projections de la Banque du Canada, M. Ercolao indique que la TD estime que l'institution a désormais conclu son cycle de réductions de taux.

À la mi-journée mardi, les investisseurs évaluaient à environ 94 % la probabilité d'un statu quo lors de la prochaine réunion de la Banque du Canada sur les taux en avril, d'après LSEG Data & Analytics. Les attentes du marché ont évolué ces dernières semaines, privilégiant désormais des relèvements plutôt que des baisses plus tard dans l'année, alors que le conflit au Moyen-Orient menace de déstabiliser l'économie.

Bradley Saunders, économiste pour l'Amérique du Nord chez Capital Economics, écrit dans une note que les solides performances du PIB en ce début d'année devraient amener la Banque du Canada à accorder davantage d'attention aux risques d'une diffusion des tensions inflationnistes liées à la guerre, plutôt qu'à la nécessité de soutenir une économie ralentie.

L'institution centrale a affirmé qu'elle ferait abstraction du choc inflationniste temporaire provoqué par la hausse des prix de l'énergie, mais M. Saunders estime que « tout indice d'une généralisation des pressions sur les prix est désormais plus susceptible de déboucher sur un durcissement de la politique monétaire ».

M. Porter précise que les dernières données sur le PIB offrent certes un argument un peu plus solide à ceux qui préconisent une hausse des taux, mais il n'est pas convaincu.

Il ajoute que la Banque du Canada nécessiterait un faisceau de preuves considérable d'une inflation hors de contrôle pour que son conseil décide de resserrer sa politique dans un contexte de faible dynamisme.

« Il faudrait constater une accélération durable de l'inflation qui se répercute sur les autres coûts et les salaires avant que la Banque du Canada n'envisage de relever ses taux dans cette configuration », conclut M. Porter.

N.B

CONFÉRENCE DE PRESSE AU SIÈGE DE L'AMBASSADE DE L'ETAT DE PALESTINE ABU AITA EXPOSE LES CONDITIONS DIFFICILES DES PALESTINIENS FACE AUX CRIMES DE L'OCCUPATION SIONISTE

L'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, M. Fayez Abu Aita, a exposé, mercredi, les conditions difficiles que vit le peuple palestinien dans la bande de Ghaza, à la lumière de la poursuite des crimes de l'occupation sioniste, condamnant l'adoption par l'occupant d'une loi prévoyant l'exécution des prisonniers palestiniens.

Lors d'une conférence de presse, tenue au siège de l'ambassade de l'Etat de Palestine à Alger, M. Abu Aita a abordé les derniers développements de la cause palestinienne, en tête desquels l'adoption par l'occupation sioniste d'une loi prévoyant l'exécution des prisonniers palestiniens, soulignant que l'armée d'occupation a procédé, au cours des trois dernières années, à "l'exécution des centaines de prisonniers palestiniens, tant à

l'intérieur des prisons que lors de leur transfert vers celles-ci".

L'ambassadeur palestinien a mis en lumière "les conditions difficiles et sans précédent que subissent les prisonniers palestiniens dans les prisons de l'occupation, pour ne citer que les meurtres, la torture et la privation de tous leurs droits".

Parallèlement à la situation dan-



gereuse que connaissent la Cisjordanie et Al-Qods occupée, M. Abu Aita a mis en exergue "les conditions difficiles que vit le peuple pa-

lestinien dans la bande de Ghaza, en raison de la poursuite des crimes de l'occupation et de la guerre génocidaire

menée depuis octobre 2023, en imposant un blocus total sur la bande et en créant une situation humanitaire critique marquée par un manque de médicaments, de nourriture et d'abris".

Il a également plaidé pour "la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques palestiniens dans les geôles de l'occupation", sans oublier de mettre un terme à la politique de détention administrative arbitraire, de démanteler le système des tribunaux militaires sionistes, d'ouvrir des enquêtes indépendantes et transparentes sur tous les cas de torture dans les prisons de l'occupation et de permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de visiter les prisonniers et de s'enquérir de leurs conditions de détention sans restriction".

RI

NATIONS UNIES

GUTERRES NOMME CHRISTIAN SAUNDERS COMMISSAIRE GÉNÉRAL PAR INTÉRIM DE L'UNRWA

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a choisi Christian Saunders, le coordinateur spécial pour l'amélioration de la réponse des Nations Unies à l'exploitation et aux abus sexuels, pour occuper le poste de commissaire général par intérim de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), a annoncé mardi son porte-parole. En prévision de l'expiration du mandat du commissaire général de l'UNRWA Philippe Lazzarini le 30 juin prochain, le secrétaire général de l'ONU a désigné M. Saunders pour diriger les tâches quotidiennes de l'UNRWA du 1er avril au 30 juin 2026, puis pour assurer le rôle de commissaire général par intérim à compter du 1er juillet 2026, a indiqué le porte-parole Stéphane Dujarric.

Le secrétaire général de l'ONU a réitéré son profond soutien et sa reconnaissance au personnel de l'UNRWA pour le travail essentiel accompli dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'aide humanitaire dans des conditions extrêmement difficiles, indique-t-on.

Le secrétaire général a réaffirmé qu'il était essentiel que les Etats membres et les autres

partenaires de l'ONU continuent à soutenir l'UNRWA et les services qu'elle fournit dans cette région instable. Mardi, M. Lazzarini a demandé l'ouverture d'une enquête sur le meurtre de plus de 390 employés de l'agence par l'armée sioniste pendant l'agression contre Ghaza.

"Je crois qu'il nous faut un panel (...) un panel d'experts de haut niveau pour enquêter sur le meurtre de nos collaborateurs", a-t-il déclaré à la presse à Genève.

Il a indiqué que plus de 390 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza en octobre 2023.

Cette agression génocidaire a fait 72.285 martyrs et 172.028 blessés, en majorité des femmes et des enfants, selon un nouveau bilan communiqué mardi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 709 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.928 autres ont été blessés, tandis que les corps de 756 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA LE BILAN S'ALOURDIT À 72.289 MARTYRS ET 172.040 BLESSÉS

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72.289 martyrs et 172.040 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué mercredi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de quatre martyrs, ainsi que 12 blessés, ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières

24 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 713 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.940 autres ont été blessés, tandis que les corps de 756 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

RI

INGÉNOSITÉ CRIMINELLE AU MAKHZEN

UN VASTE TUNNEL SOUTERRAIN POUR TRANSPORTER DU HASCHICH DÉCOUVERT ENTRE LE MAROC ET L'ESPAGNE

La police espagnole a découvert un vaste tunnel souterrain comptant plusieurs niveaux et équipé de rails et de wagons servant à transporter des ballots de haschich entre le Maroc et l'Espagne, à Ceuta, a indiqué le ministère espagnol de l'Intérieur dans un communiqué publié mardi.

L'opération de police, qui a pris plus d'un an, a permis de mettre au jour "un labyrinthe ressemblant à une mine", dont le réseau approvisionnait en résine de cannabis toute l'Espagne et même l'Europe.

Au total, 27 personnes ont été arrêtées et plus de 17 tonnes de drogue saisies, en plusieurs fois, ajoute le ministère.

"Camouflé derrière un immense réfrigérateur insonorisé, le tunnel comportait trois niveaux: un puits pour descendre, une chambre intermédiaire pour stocker les paquets et un couloir en ligne droite

jusqu'au Maroc", détaille-t-il.

Le complexe, d'une profondeur de 19 mètres, disposait de rails, de wagons, de poulies et de petites grues pour déplacer les palettes de haschich et était enterré sous un hangar industriel.

Un système de pompage et d'insonorisation permettait à toute

l'infrastructure de fonctionner sans éveiller les soupçons.

Les enquêteurs de la police n'ont, pour le moment, pas réussi à déterminer la longueur du tunnel, car il est "inondé", a expliqué lors d'une conférence Antonio Martinez, le policier en charge de l'opération.

Le tunnel, d'une hauteur de 1,20 m et d'une largeur de 80 cm, était "très bien équipé" et "élaboré" par "une organisation très, très puissante", a-t-il ajouté.

Une succession de saisies de drogue à Ceuta et en Andalousie (sud de l'Espagne péninsulaire) avaient attiré l'attention des enquêteurs sur ce vaste réseau qui opérait avec des antennes en Galice (nord).

La vague d'interpellations s'est terminée avec l'arrestation, dans la nuit du 26 mars, de l'une des deux têtes de réseau.

Au cours des perquisitions, 1,4 million d'euros en liquide ont été retrouvés, ainsi que 17 voitures de luxe.

L'Espagne constitue une porte d'entrée importante pour le trafic de drogue en Europe en raison de sa proximité avec le Maroc, premier producteur de cannabis.

RI

LIBAN

NOUVEAU MASSACRE À L'AUBE DE L'ARMÉE SIONISTE

Le raid mené par les forces d'occupation sionistes sur le quartier de Jnah à Beyrouth a, selon un premier bilan, fait cinq martyrs et 21 blessés, a écrit le ministère dans un communiqué. Le ministère de la Santé a également indiqué qu'une frappe sioniste visant la région de Khaldeh, au sud de Beyrouth, a fait deux martyrs et trois blessés parmi la population civile. Le ministère a annoncé lundi que le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élevait à 1 247 martyrs et 3 680

blessés, depuis le 2 mars. Le 27 novembre 2024, un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Liban, prévoyant le retrait des forces sionistes des villages et localités frontalières du sud dans un délai de 60 jours. Par la suite, le gouvernement libanais a approuvé une prolongation de ce délai jusqu'au 18 février 2025. Mais l'entité sioniste est restée positionnée dans cinq points et continue de commettre des violations.

RI

MIEUX CONNAITRE LES STARTUP

L'ÉTAPE INTERMÉDIAIRE AVANT DE DEVENIR UNE ENTREPRISE

Le mot startup est partout, mais sa réalité reste souvent floue. Plus qu'une jeune entreprise, c'est une organisation agile qui expérimente, prend des risques et cherche à croître rapidement. Des géants comme Google ou Facebook en sont issus, tandis qu'en Algérie, des acteurs comme Yassir ou TemTem incarnent cette nouvelle dynamique locale.

Par Yakout Abina

Le mot startup est devenu omniprésent dans les médias, les discussions professionnelles et même dans le langage courant. Pourtant, rares sont ceux qui savent précisément ce qu'il recouvre. On associe souvent ce terme à la Silicon Valley, aux jeunes entrepreneurs ambitieux et aux applications numériques, mais la réalité est plus nuancée. Alors, qu'est-ce qu'une startup, et pourquoi ce modèle attire-t-il autant d'attention ?

Signifiant littéralement "entreprise qui démarre", la startup est liée à la notion d'expérimentation d'une nouvelle activité sur un marché émergent et dont les risques sont difficiles à évaluer. Le conférencier Steve Blank, auteur et autorité dans le domaine de l'innovation, la définit ainsi : une "organisation temporaire à la recherche d'un business model industrialisable, rentable et permettant la croissance".

Dans le paysage économique actuel, la distinction entre une entreprise classique et une startup n'est pas une question de taille, mais de nature. Si l'entreprise traditionnelle s'apparente à un navire au long cours, misant sur la stabilité, la gestion prudente des risques et une croissance organique, la startup, elle, est un laboratoire en mouvement. Sa force réside dans sa capacité à pivoter, c'est-à-dire changer radicalement de stratégie si le marché ou la technologie l'exige.

À l'international, certaines startups ont connu une ascension fulgurante et sont devenues de véritables géants mondiaux. Facebook, créé en 2004 par Mark Zuckerberg comme un réseau social réservé aux étudiants de Harvard, s'est rapidement imposé comme l'un des plus grands groupes numériques de la planète. Google, fondé en 1998 par



Larry Page et Sergey Brin, a révolutionné la manière de rechercher et d'accéder à l'information en ligne, au point de devenir incontournable dans la vie quotidienne. Uber, lancé en 2009, a transformé le transport urbain grâce à une application simple et efficace qui a redéfini la mobilité dans de nombreuses villes. Enfin, Airbnb, né en 2008, a bouleversé le secteur de l'hébergement en permettant aux particuliers de louer leurs logements, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle forme de tourisme participatif.

Depuis quelques années, l'Algérie mise sur le développement d'un écosystème entrepreneurial dynamique, porté par une nouvelle génération d'innovateurs. Plusieurs startups locales se sont distinguées et attirent l'attention par leurs solutions adaptées aux besoins du marché. Parmi elles, Yassir s'impose comme une application polyvalente de mobilité et de services, allant du transport à la livraison en passant par le paiement, et s'est même exportée à l'international. Dans le même secteur, TemTem propose une plateforme de transport et de livraison, souvent comparée à Uber, qui répond aux spécificités locales. D'autres initiatives enrichissent le paysage numérique, telles que GoPlatform, un marketplace qui valorise les freelances et les services digitaux, ou encore Icosnet, spécialisé dans les solutions numériques et le cloud, accompagnant la transformation digitale des entreprises. Ces startups algériennes illustrent la capacité des jeunes entrepreneurs à s'inspirer des modèles internationaux tout

en les adaptant aux réalités locales, qu'il s'agisse des infrastructures, des habitudes de consommation ou du pouvoir d'achat. Elles incarnent ainsi une dynamique nouvelle où l'innovation et l'adaptation se conjuguent pour créer des opportunités économiques durables.

Ces exemples montrent qu'une startup peut, en quelques années seulement, passer du statut de projet audacieux à celui de multinationale influente, capable de transformer durablement des secteurs entiers de l'économie.

La création d'une startup en Algérie reste un chemin balisé. Depuis 2020, le Startup Act a instauré un label officiel qui distingue les projets innovants et leur ouvre la porte à des avantages fiscaux et financiers. Mais derrière l'effet de mode, la création d'une startup reste un parcours exigeant, jalonné d'étapes clés.

La première consiste à définir une idée solide, ancrée dans les besoins du marché local. Qu'il s'agisse de mobilité, de services numériques ou de e-commerce, le projet doit proposer une solution nouvelle et adaptée aux réalités algériennes. Vient ensuite le choix de la forme juridique, souvent une SARL ou une EURL, avant de solliciter le précieux label "Startup" auprès du ministère délégué chargé des startups. Ce label n'est pas qu'un titre honorifique, il offre jusqu'à quatre ans d'exonérations fiscales et un accès privilégié aux financements publics.

L'étape suivante est l'incubation. Les incubateurs, présents dans les universités et les hubs technologiques, accompagnent

les jeunes pousses dans leur structuration, leur mise en réseau et leur recherche de financement. Sur ce terrain, l'Algerian Startup Fund et l'ANADE jouent un rôle majeur, en injectant des capitaux et en soutenant les projets jugés prometteurs. Une fois le produit ou service lancé, la startup doit affronter la réalité du marché, qui est de convaincre ses premiers clients, ajuster son modèle économique, parfois pivoter radicalement. C'est là que se joue la différence entre un projet éphémère et une entreprise capable de croître rapidement. Les plus performantes peuvent ensuite obtenir le label "Scale-up", signe de leur passage à une nouvelle dimension, avec des ambitions internationales. Ces startups jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans la transformation des économies modernes. Elles sont des moteurs d'innovation, capables d'apporter des solutions inédites à des problématiques anciennes ou émergentes. En introduisant de nouveaux produits, services ou modèles économiques, elles stimulent la concurrence et obligent les acteurs traditionnels à se réinventer. Leur dynamisme contribue également à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes générations, et favorise l'émergence de nouvelles compétences liées au numérique et aux technologies de pointe.

Bien plus qu'une simple entreprise naissante, comprendre ce qu'est une startup, c'est saisir l'essence de l'économie moderne : un mélange d'audace, de technologie et de vision.

Y.A

NUMÉRISATION/ TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE JOURNÉE D'ÉVALUATION À CONSTANTINE

Les services numériques du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ont été, mercredi, au centre d'une journée d'étude organisée à Constantine, avec la participation de divers acteurs des organismes sous tutelle, visant à mettre en lumière l'état d'avancement de la numérisation et l'amélioration de la qualité des prestations fournies.

Lors de l'ouverture de cette rencontre, tenue à la salle de conférences de l'agence de Constantine de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), le directeur de l'Emploi de la wilaya, Lokman Messaoudane, représentant les diffé-

rents organismes du secteur, a souligné que "cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur visant à généraliser la numérisation et à simplifier les procédures administratives au profit des assurés sociaux et des demandeurs d'emploi".

A Bordj Bou Arreridj, le chef de l'agence de wilaya de l'emploi, Nasreddine Hamoudi, a déclaré que "cette rencontre intervient en application des directives des pouvoirs publics visant à renforcer le processus de numérisation en Algérie", précisant que le ministère de tutelle a mis à la disposition des assurés, des

demandeurs d'emploi et des opérateurs économiques un bouquet complet de plateformes numériques garantissant une prestation de services et une réponse aux demandes dans les délais requis.

A Souk Ahras, les représentants des organismes participant à une rencontre similaire ont exposé les différentes plateformes numériques du secteur et les possibilités qu'elles offrent pour accomplir les transactions à distance, améliorant ainsi la qualité du service public au profit des citoyens et des opérateurs publics et privés.

R.S.H.T

CENTRALES ÉLECTRIQUES ITALIENNES

LE CHARBON MAINTENU JUSQU'EN 2038

L'Italie prévoit de prolonger jusqu'en 2038 l'activité de ses centrales à charbon, invoquant la sécurité énergétique. Ce choix relance un débat mondial sur les sources d'électricité. Entre énergies fossiles, nucléaire et renouvelables, les centrales fonctionnent avec des carburants variés, dont certains restent très polluants. Tour d'horizon des solutions actuelles et de leurs impacts.

Par Chaimaa Sadou

Un choix italien révélateur des tensions énergétiques

Le Parlement italien a validé un projet de loi repoussant de plus de dix ans la sortie du charbon, initialement prévue pour 2026. Cette décision, encore soumise à l'examen du Sénat, repose sur un argument central : garantir la continuité de l'approvisionnement en électricité dans un contexte international incertain.

Aujourd'hui, l'Italie exploite encore quatre centrales à charbon. Bien que leur part dans le mix énergétique soit en baisse, elles restent une solution de secours en cas de tension sur les autres sources d'énergie, notamment le gaz naturel. Cette situation illustre une réalité mondiale : malgré les engagements climatiques, de nombreux pays peinent à abandonner rapidement les énergies fossiles.

Les centrales électriques et leurs « carburants »

La production d'électricité repose sur plusieurs technologies, chacune utilisant un carburant spécifique.

Les centrales thermiques classiques brûlent des combustibles fossiles. Le charbon est historiquement le plus utilisé. Il est abondant et peu coûteux, mais extrêmement polluant. Le gaz naturel, de plus en plus utilisé, offre un meilleur rendement et émet environ deux fois moins de CO₂ que le charbon. Le pétrole, autrefois courant, est aujourd'hui marginal, réservé à certains pays ou situations d'urgence. Les centrales nucléaires fonctionnent différemment. Elles utilisent de l'uranium pour produire de la chaleur via une réaction nucléaire. Cette chaleur transforme l'eau en vapeur, entraînant des turbines qui produisent de l'électricité. Ce système n'émet quasiment pas de gaz à effet de serre, mais il soulève des inquiétudes liées aux déchets radioactifs et



aux risques d'accident. Les énergies renouvelables, quant à elles, connaissent une expansion rapide. Les centrales hydroélectriques exploitent la force de l'eau, les panneaux solaires captent l'énergie du soleil, et les éoliennes utilisent la puissance du vent. D'autres sources existent également, comme la biomasse (matières organiques brûlées) ou la géothermie, qui exploite la chaleur du sous-sol terrestre.

Pollution et impacts environnementaux : un classement sans appel

Toutes les sources d'énergie n'ont pas le même impact sur l'environnement. Les centrales à charbon sont de loin les plus polluantes. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), elles émettent en moyenne 820 grammes de CO₂ par kilowattheure (kWh) produit, contre 490 grammes pour une centrale au gaz et seulement 6 grammes pour une centrale nucléaire ou hydraulique.

Au-delà du CO₂, le charbon libère des particules fines (PM2.5), du dioxyde de soufre et du mercure, responsables de maladies respiratoires, de pluies acides et de contaminations des sols. Les installations fonctionnant au pétrole affichent un bilan comparable, bien que leur utilisation soit en recul. Les centrales au gaz naturel, souvent présentées comme une énergie de transition, restent une source significative de pollution, malgré un impact réduit par rapport au

charbon.

Les centrales nucléaires, elles, n'émettent quasiment pas de CO₂ lors de leur fonctionnement. Toutefois, elles génèrent des déchets radioactifs dont la gestion pose un défi à long terme. Les énergies renouvelables apparaissent comme les moins polluantes. Elles n'émettent pas directement de gaz à effet de serre, mais leur déploiement peut avoir des impacts locaux, comme la modification des paysages ou la perturbation des écosystèmes.

Le charbon, un géant difficile à abattre

Malgré ses inconvénients, le charbon reste une source majeure d'électricité dans le monde. La Chine en est le premier utilisateur, avec plus de 1 100 centrales en activité. L'Inde suit, avec une dépendance importante pour soutenir sa croissance économique.

Les États-Unis continuent également d'utiliser le charbon, même si sa part diminue au profit du gaz et des renouvelables. En Europe, l'Allemagne y a recours, notamment pour compenser l'arrêt progressif du nucléaire. D'autres pays, comme la Pologne ou l'Afrique du Sud, dépendent fortement du charbon pour leur production d'électricité.

Dans de nombreux pays en développement, le charbon demeure une solution accessible et peu coûteuse, ce qui ralentit la transition énergétique mondiale.

Entre sécurité énergétique et urgence climatique

La décision italienne met en lumière un dilemme majeur : faut-il privilégier la sécurité énergétique ou accélérer la lutte contre le changement climatique ?

Les énergies renouvelables progressent rapidement, mais elles restent dépendantes des conditions naturelles. Le soleil ne brille pas en permanence, et le vent ne souffle pas toujours. Cela nécessite des solutions de stockage ou des sources d'appoint, souvent assurées par des centrales à gaz ou à charbon.

Le nucléaire offre une production stable et décarbonée, mais son développement est long, coûteux et politiquement sensible. Quant aux énergies fossiles, elles restent fiables et disponibles, mais incompatibles avec les objectifs climatiques à long terme.

Le report de la fermeture des centrales à charbon en Italie illustre les difficultés d'une transition énergétique rapide. Entre charbon, gaz, nucléaire et renouvelables, chaque source d'énergie présente des avantages et des limites. Si les centrales les plus polluantes restent encore largement utilisées, la pression pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ne cesse de s'intensifier. L'avenir énergétique dépendra de la capacité des États à concilier sécurité, coût et respect de l'environnement.

C.S

UN BROUILLARD ET DES NUAGES DE POLLUTION ENVELOPPENT LE PAYS

LA THAÏLANDE ÉTOUFFE

Par Ikram Haou

Mardi dernier, de nombreuses régions du nord de la Thaïlande étaient enveloppées d'un épais brouillard de pollution, conséquence directe des brûlis agricoles et des vastes feux de forêt.

Ce nuage toxique constitue un grave risque sanitaire. Selon IQAir, les concentrations de particules fines (PM2,5) – cancérigènes et capables de pénétrer dans le sang – ont atteint 110 microgrammes par mètre cube à Chiang Mai. L'Organisation mondiale de la Santé recommande pourtant de ne pas dépasser 15 µg/m³ en moyenne annuelle. Plus alarmant encore, Pai, destination prisée pour son cadre verdoyant, enregistre des pics supérieurs à 600 µg/m³.

Les habitants témoignent n'avoir jamais connu une telle pollution. À Bao, ils se disent suffoqués et craignent pour leur avenir. Le bureau du gouverneur de Chiang Mai confirme que le brûlage agricole et les feux de forêt sont à l'origine du drame. Le ministère de l'Intérieur a ordonné un renforcement des contrôles et des sanctions. Selon une agence gouvernementale, une centaine d'incen-

dies se sont déclarés lundi dernier en Thaïlande, tandis que des milliers d'autres ont été détectés dans les pays voisins. En 2023, plus de 10 millions de Thaïlandais ont été soignés pour des problèmes liés à la pollution.

Pour mieux comprendre ce phénomène, il faut rappeler comment se forment les nuages. Qu'ils soient naturels (cumulus, pyrocumulus) ou d'origine humaine (traînés d'avions, fumées industrielles), ils sont composés de gouttelettes ou de cristaux de glace formés autour de noyaux de condensation (sel, pollens, particules polluantes).

La classification internationale distingue dix genres de nuages. Dans l'étage supérieur de la troposphère, on trouve les Cirrus, Cirrocumulus et Cirrostratus (cristaux de glace, < -40 °C). L'étage moyen regroupe Altostratus, Altostratus et Nimbostratus (gouttelettes d'eau, parfois glace). L'étage inférieur comprend Stratocumulus et Stratus (eau liquide). Enfin, les Cumulus et Cumulonimbus, nuages d'instabilité, se développent verticalement sur plusieurs étages.

Si la pollution affecte principalement la troposphère (jusqu'à 10-12 km d'altitude), la majorité des polluants se concentrent près du sol. Les nuages

de pollution se forment comme les nuages naturels, mais utilisent des particules polluantes (suie, sulfates) comme noyaux. Ils produisent davantage de gouttelettes, plus petites, qui réfléchissent mieux la lumière et donnent des nuages gris, souvent moins pluvieux. Ils se manifestent sous forme de smog, associé à une mauvaise qualité de l'air et à une accumulation d'aérosols, de particules fines, de dioxyde d'azote et de soufre dans les basses couches de l'atmosphère. Outre les polluants chimiques, les nuages peuvent transporter des particules de plastique ou du fer, qui retombent au sol lors de la condensation. L'évaluation de la dangerosité des nuages de pollution repose aujourd'hui sur des systèmes combinant mesures au sol (stations fixes), télédétection (lidar, satellites) et modélisation numérique. Les stations agréées (AASQA) mesurent en continu la concentration des polluants. Les lidars analysent verticalement la hauteur et la densité des aérosols. Des plateformes comme PREV'AIR modélisent leur dispersion. Capteurs et micro-capteurs assurent une surveillance de proximité, tandis que des analyses de toxicité (PEC/PNEC) complètent l'évaluation.

I.H

CALCUL MENTAL

PREMIER CONCOURS NATIONAL À BORDJ BOU ARRERIDJ

Le ministre de la Jeunesse et président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a donné hier mercredi, au complexe omnisports du 20 août 1955 à Bordj Bou Arreridj le coup d'envoi de la première édition du concours national de calcul mental et de jeux cérébraux, une compétition réunissant plus de 150 candidats issus de 40 wilayas.

Par Saïd Slimani

Devant les médias, le ministre a expliqué que cet événement s'inscrit dans la dynamique nationale visant à encourager la fréquentation des structures de jeunesse afin de renforcer les compétences des jeunes et leur esprit de compétition. Il a précisé que cette initiative fait suite à plus d'une année de travail consacrée à l'enrichissement des pro-



grammes destinés à cette tranche d'âge par des activités modernes, telles que le soroban et le calcul mental. M. Hidaoui a souligné que ces ac-

tions visent à transformer les établissements de jeunesse en lieux attractifs, contribuant ainsi à la prévention contre les fléaux sociaux tout en of-

frant un cadre sécurisé propice à l'épanouissement des talents. Il a affirmé que l'Algérie connaît une dynamique nationale globale, fondée essentiellement sur le développement humain, qui place la jeunesse au cœur de sa stratégie comme levier pour construire l'avenir.

À cette occasion, le ministre a présenté des chiffres témoignant de cette effervescence : les activités hivernales ont rassemblé plus de 46 000 enfants et jeunes, tandis que les programmes printaniers en cours devraient en toucher environ 75 000 supplémentaires. Il a également annoncé l'organisation de six grands festivals, mettant particulièrement l'accent sur la valorisation des dimensions scientifique et technologique au sein des milieux de jeunesse.

Les participants au concours national de calcul mental et de jeux cérébraux ont été répartis en trois catégories d'âge : les 7-9 ans pour les épreuves de calcul rapide, les 9-14 ans pour des exercices plus complexes nécessitant concentration et analyse, et les 14-18 ans pour les jeux d'intelligence, dont le sudoku.

S.S

SANTÉ PUBLIQUE

ORAN MOBILISÉ POUR LA SEMAINE NATIONALE DE LA PRÉVENTION

Tinhinane Bendahmane

La direction de la Santé et de la Population d'Oran a mis en place un programme dense à l'occasion de la Semaine nationale de la prévention, articulé autour d'actions de sensibilisation et de vulgarisation menées en partenariat avec divers acteurs institutionnels.

L'objectif est de consolider les réflexes préventifs au sein de la population et d'encourager l'adoption de comportements favorables à la santé. Cette manifestation se traduit notamment par des campagnes d'information déployées dans les grands établissements hospitaliers, comme le CHU et l'EHU d'Oran, ainsi que dans les EPH et polycliniques. Depuis le 30 mars, des équipes y prodiguent conseils et explications sur les moyens de prévention face à différents risques sanitaires, tout en distribuant des brochures contenant des recommandations pratiques pour la préservation de la santé publique.

Au CHU d'Oran, plusieurs services ont orga-

nisé des actions thématiques. Le service de gastroentérologie a ainsi installé un stand d'information à l'entrée de l'établissement, sensibilisant le public à l'importance d'investir dans la prévention plutôt que d'attendre des soins tardifs, en particulier pour les maladies liées au mode de vie, telles que les affections digestives et hépatiques. Cette campagne a abordé l'alimentation saine, le rôle d'un régime équilibré dans la protection du système digestif et du foie, ainsi que les moyens de prévenir les pathologies hépatiques et les troubles digestifs courants.

Une grande tente de sensibilisation installée au cœur du CHU d'Oran accueille également jusqu'au 4 avril un programme intégré réunissant plusieurs services autour de thématiques variées : santé mentale, prévention des accidents domestiques, usage rationnel des médicaments et importance de la vaccination.

Par ailleurs, l'entrée de la clinique du diabète et des maladies endocriniennes « Laribère » a été le théâtre d'une campagne intensive destinée aux patients et aux visiteurs, centrée sur l'information

relative au diabète et aux troubles endocriniens, avec des explications sur la gestion adaptée de la maladie et la prévention de ses complications. L'accent a également été mis sur l'adoption d'un mode de vie sain, l'activité physique régulière, un régime équilibré, les examens périodiques pour un dépistage précoce, ainsi que sur l'usage raisonné des médicaments et la vigilance face à la consommation anarchique de compléments alimentaires. Les activités se poursuivent jusqu'au 4 avril à l'EHU « 1er Novembre 1954 » d'Oran, où différents services hospitaliers participent à un programme global visant à faire de la prévention un choix stratégique pour l'amélioration de la santé publique. En marge de ces actions, le directeur de l'hôpital, Rabah Bar, a souligné que cette initiative s'inscrit dans les efforts de protection de la santé des citoyens sous le slogan « Protégeons notre santé en adoptant des modes de vie sains », insistant sur la nécessité de renforcer la sensibilisation collective et d'intensifier les campagnes de prévention dans les espaces variés.

T.B

ACTION SOCIALE

UN CENTRE PSYCHO-PÉDAGOGIQUE EN CONSTRUCTION À MESSAAD (DJELFA)

Par Kahina Baghdad

Mercredi, les services de la wilaya de Djelfa ont annoncé que la commune de Messaad, située dans le sud de la région, bénéficie d'un nouveau projet destiné à renforcer le secteur social. Il s'agit de la réalisation d'un centre psychopédagogique pour enfants présentant des troubles intellectuels, conçu pour offrir un encadrement éducatif et un accompagnement adapté à ce public spécifique.

D'après la même source, cette structure, dont la capacité est fixée à 120 lits, est financée par une enveloppe de 232 millions de dinars inscrite dans le cadre du programme complémentaire de développement. Elle a pour objectif de rapprocher les prestations sociales

des personnes en situation de handicap résidant à Messaad et dans les localités environnantes.

La semaine écoulée, le wali délégué de Messaad, Adel Daoudi, a procédé à une inspection du chantier, au cours de laquelle il a souligné l'impératif de veiller au respect des normes de qualité ainsi qu'au calendrier d'exécution, compte tenu de la portée sociale essentielle de cette infrastructure.

Prévu pour être livré dans le courant de l'année, l'établissement disposera d'espaces pédagogiques et d'ateliers éducatifs destinés à favoriser l'accompagnement psychologique des enfants concernés et à apporter un soutien à leurs familles.

R.B

NEIGE SUR LES HAUTEURS DE BOUIRA PLUSIEURS ROUTES ROUVERTES À LA CIRCULATION

Plusieurs routes nationales (RN) reliant la wilaya de Bouira aux wilayas limitrophes dont Tizi Ouzou et Médéa, ont été rouvertes mercredi à la circulation après des opérations de déneigement lancées depuis lundi dernier notamment sur les hauteurs de la wilaya, a fait savoir mercredi la direction des travaux publics (DTP).

Après les dernières chutes de neige qui se sont accumulées sur les hauteurs nord et ouest de la wilaya de Bouira, les services de la DTP ont réussi à rouvrir à la circulation automobile la RN 62 reliant Bouira à la wilaya de Médéa via le col de Dechmia, selon la même source.

La RN 6 reliant Bouira à Tizi Ouzou via le col de Tizi Oudjaâboub à Ath Laâziz, a également été rouverte à la circulation, après une vaste opération de déneigement menée par les services de la direction des travaux publics, a expliqué à l'APS le directeur des travaux publics de Bouira, Noureddine Gasmî.

Des engins, dont des chasses-neige, ont été déployés également depuis lundi dernier sur les hauteurs de Haizer pour rouvrir la RN 33 reliant Bouira à la station climatique de Tikjda. Cette route a été rouverte à la circulation.

Les équipes de la DTP ont été dépêchées aussi dans la commune de Mesdour (Sud de Bouira) pour rouvrir le chemin de wilaya (CW) 25 fermé par la neige qui s'est abattue ces dernières 24 heures, selon le même responsable.

"Nos services sont également intervenus sur les RN 15 et 30 pour rouvrir les voies complètement bloquées par la neige. Actuellement les deux voies sont rouvertes à la circulation automobile", a assuré M. Gasmî.

RS

ACTUALITÉS SPORTIVES

LE FOOTBALL ITALIEN EN CRISE

ABSENT AU MONDIAL POUR LA 3^e ANNÉE CONSÉCUTIVE

De la gloire historique au déclin persistant, le football italien touche le fond. Éliminée par la Bosnie-Herzégovine au terme d'un scénario cruel, l'Italie manque le Mondial 2026 et enregistre son troisième échec consécutif après 2018 et 2022. Comment expliquer une telle chute pour cette équipe légendaire ?

Par Hamida Indja

L'élimination de l'Italie à la Coupe du monde 2026 a surpris le monde du football et choqué ses supporters. L'Italie est une équipe historique qui a marqué le football mondial depuis des décennies. En effet, elle fait partie des plus grandes nations du football. Avec quatre Coupes du monde remportées (1934, 1938, 1982, 2006), elle est considérée comme l'une des équipes les plus respectées et les plus fortes au monde.

Malgré cette histoire prestigieuse, l'Italie traverse aujourd'hui une période difficile. Elle a échoué à se qualifier pour la Coupe du monde pour la troisième fois consécutive, après les éditions de 2018, 2022 et désormais 2026. Une situation très rare pour une équipe de ce niveau.

Lors des barrages, l'Italie affrontait la Bosnie-Herzégovine. Le match s'est terminé sur le score de 1-1 après prolongation, mais la Bosnie s'est imposée aux tirs au but (4-1), décrochant ainsi son billet pour le Mondial.

Pendant la rencontre, l'Italie avait pourtant bien débuté avec un but de Moise Kean à la 15e minute. Mais l'expulsion du défenseur Ales-



sandro Bastoni à la 42e minute a compliqué la situation. La Bosnie a ensuite égalisé à la 79e minute avant de prendre l'avantage lors de la séance de tirs au but.

Ce qui rend cette élimination encore plus frappante, c'est que la Bosnie est une équipe moins expérimentée. Elle ne participe qu'à sa deuxième Coupe du monde après celle de 2014, contrairement à l'Italie qui possède une longue histoire dans la compétition.

L'absence de l'Italie constitue

donc un véritable choc pour le football mondial. Une Coupe du monde sans l'un de ses plus grands monuments perd de sa magie et de son prestige, car l'histoire s'écrit difficilement sans les quadruples champions du monde.

En conclusion, l'élimination de l'Italie n'est pas seulement une défaite sportive, mais un événement marquant qui surprend tout le milieu du football, eu égard à son histoire et à ses nombreux succès.

H. I

CLASSEMENT FIFA L'ALGÉRIE CONSERVE SA 28^e PLACE MONDIALE

La sélection algérienne de football a conservé sa 28e place au classement mondial de la FIFA du mois de mars, publié mercredi par l'instance internationale sur son site officiel.

La sélection algérienne a disputé deux matchs amicaux en Italie lors de la dernière fenêtre internationale de la FIFA (22-31 mars), dans le cadre de sa préparation pour la prochaine Coupe du monde, co-organisée cet été par les États-Unis, le Canada et le Mexique, soldés par une victoire face au Guatemala (7-0) au stade Luigi-Ferraris de Gênes et un nul (0-0) devant l'Uruguay, mardi soir à l'Allianz stadium de Turin.

Sur le plan continental, la sélection algérienne a également conservé sa quatrième place, avec 1564,26 points, devant notamment l'Égypte (29e mondiale), la Côte d'Ivoire (34e) et la Tunisie qui a gagné trois places (44e).

En haut du classement mondial, la France, victorieuse du Brésil (2-1) et de la Colombie (3-1), prend la tête avec 1877,32 points, détrônant ainsi l'Espagne (1876,40 pts), alors que l'Argentine, championne du monde en titre, complète le podium. L'Angleterre, battue 1-0 par le Japon à Wembley mardi, est quatrième à une cinquantaine de points du trio de tête.

Le prochain classement mondial des équipes nationales sera publié en juin.

RS

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE

ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE MAGRA
NIF: 001528119012349

Avis d'appel à d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'approvisionnement de l'établissement publique hospitalière - Magra - par les : Produits alimentaires consommables N : ° 01 /2026

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'établissement public hospitalier de Magra informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à d'appel à d'offre relatif à :

« Produits alimentaires consommables N : ° 01 /2026»,

- Lot n°01 : viande rouge et blanche et œufs.
- Lot n°02 : alimentation générale
- Lot n°03 : légumes et fruits frais
- Lot n°04 : pains normale et pâtisserie
- Paru les : 16 /02/2026 dans les quotidiens nationaux ; AL SAHIFA, LE REDACTEUR.

Que le projet cité ci-dessus est d'appel à d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales à :

Désignation des lots	Soumissionnaire retenu N° d'identification Fiscale	Montant de l'offre en DA		Critère attribution
		MIN TTC APRES LA CORRECTION	MAX TTC APRES LA CORRECTION	
Lot n°01 : viande rouge et blanche et œufs	AICHOUNE LOTFI Commerce de gros de produits liés à l'alimentation humaine SOUR EL CHOZLANE NIF:1990103801014114	8 837 000.00 DA	10 231 000.00 DA	Offre la moins disant après qualification technique
Lot n°02 : alimentation générale	AMEUR SAMI Commerce de gros de produits liés à l'alimentation humaine BARIKA NIF:19305420302914700501	3 383 215.00 DA	4 244 385.00 DA	Offre la moins disant après qualification technique
Lot n°03 : légumes et fruits frais	AMEUR SAMI Commerce de gros de produits liés à l'alimentation humaine BARIKA NIF:19305420302914700501	2 132 500.00 DA	2 541 800.00 DA	Offre la moins disant après qualification technique
Lot n°04 : pains normale et pâtisserie	CHAMI WALID Boulangerie industrielle Magra NIF:183281101180188	1 340 000.00 DA	1 550 000.00 DA	Le seul soumissionnaire qualifié et remplit les conditions économiques optimales

Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés dans les dix (10) jours qui suivent la première parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux suscités conformément aux articles 82 alinéa 1, 2, 3 et 4 et article 182 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Aussi les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière sont invités de se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire du marché.

Remarque : Passé ce délai, aucun recours ne sera pris en considération.

ART ET JEUNESSE

DES ENFANTS INITIÉS AUX SECRETS DE LA MAGIE

Mercredi, dans le cadre de la première édition des Journées du quatrième art qui se déroulent au Théâtre régional « Bachir-Zahaf » de Mascara, un stage de formation consacré aux tours de magie et à la création d'accessoires a été lancé, ont indiqué les organisateurs.

Par Halim Dardar

Cette initiative, portée par le Théâtre de Mascara, s'adresse à une cinquantaine de jeunes talents âgés de 10 à 14 ans, originaires de la wilaya et passionnés par le spectacle vivant. Pendant quatre jours, les stagiaires bénéficient d'un en-



seignement mêlant théorie et pratique, destiné à leur transmettre les fondamentaux des illusions, à leur dévoiler les mécanismes des

tours les plus célèbres, à les entraîner à la présence sur scène et à les familiariser avec la fabrication de leurs propres accessoires. La formation est dirigée par l'artiste illusionniste Tiroubait Mourad. Selon la même source, cette action vise à initier les enfants à l'art de la magie et à les former à sa pratique, avec l'ambition de faire émerger de futurs artistes dans ce domaine, tout en partageant ses secrets avec les passionnés et les amateurs.

Les activités de cette première édition des Journées du 4e art, dédiées aux plus jeunes, se poursuivent au Théâtre régional « Bachir-Zahaf » avec des spectacles théâtraux, acrobatiques et récréatifs proposés par des troupes venues de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya. Rappelons que cette manifestation est organisée par l'établissement à l'occasion des vacances de printemps.

H.D

PATRIMOINE CULTUREL PROJET POUR PRÉSERVER LA MÉMOIRE THÉÂTRALE

Par Yousra Dali

L'établissement du Théâtre régional « Sirat Boumediene » de Saïda a annoncé hier mercredi le lancement d'une initiative visant à documenter ses archives, dans une démarche de sauvegarde de la mémoire du spectacle vivant dans cette région.

Mené en collaboration avec le Théâtre national algérien (TNA), ce projet a pour objet de recenser et de préserver le patrimoine théâtral de la ville, en empêchant sa dispersion ou sa disparition. Selon la même source, cette action témoigne d'une prise de conscience accrue de l'importance de la documentation, en particulier culturelle, pour la protection de l'identité artistique ; elle entend également poser les bases d'une nouvelle dynamique qualitative pour le théâtre local en s'appuyant sur une approche institutionnelle de conservation.

L'objectif est de rassembler et de conserver l'ensemble des traces du théâtre à Saïda, qu'elles soient écrites, visuelles ou orales, afin de constituer des fonds d'archives organisés, accessibles aux chercheurs comme aux générations à venir.

À cette fin, un espace dénommé « Coin de la mémoire » a été installé dans le hall du théâtre régional pour recueillir les contributions des artistes et du public, notamment des photographies et des documents divers. Parallèlement, une campagne a été lancée sous le slogan « Le théâtre de Saïda écrit son histoire », invitant amateurs et professionnels de la scène à participer à la réussite de cette entreprise mémorielle.

Y.D

CRÉATIVITÉ ET ENFANCE ON S'AMUSE BIEN À MASCARA

Les activités de la première édition des ateliers culturels et intellectuels de printemps dédiés à l'enfant créatif ont été inaugurées, mercredi à la Bibliothèque principale de lecture publique Yahia-Bouaziz de Mascara, à l'occasion des vacances de printemps.

La première journée de cette manifestation, organisée à l'initiative du même établissement culturel, a été marquée par l'ouverture d'ateliers portant sur la lecture, la narration de contes du patrimoine et leur résumé, ainsi que l'apprentissage des bases de l'informatique, du dessin et du coloriage. Ces activités ont enregistré, la participation de plus de 200 enfants scolarisés de la ville de Mascara, ont fait savoir les organisateurs.

Le programme de cet événement culturel de quatre jours comprend également des expositions de livres de littérature de jeunesse, des spectacles de conteurs animés par des artistes de la wilaya, ainsi que le lancement de concours de réflexion destinés notamment aux enfants inscrits à la bibliothèque. Des chants patriotiques et éducatifs seront également présentés par des troupes artistiques locales. A cette occasion, des conférences et d'autres interventions sont programmées autour de thèmes tels que "La lecture chez l'enfant", "La littérature de jeunesse", "Les figures emblématiques de l'Algérie" et "Les écrivains algériens à l'époque moderne", en plus de rencontres intellectuelles et historiques animées par des enseignants spécialisés et des chercheurs de la wilaya. L'organisation de ces ateliers vise à dynamiser les vacances de printemps, à attirer l'attention des enfants sur les différentes activités proposées par la Bibliothèque principale de lecture publique et ses annexes, ainsi qu'à encourager la lecture chez les enfants scolarisés, a-t-on souligné de même source.

RC

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PLUS DE 100 PARTICIPANTS À L'ESPACE NATIONAL DÉDIÉ À SÉTIF

Les activités de la première édition de l'Espace national de l'innovation et de l'intelligence artificielle (IA) ont débuté mercredi à Sétif, avec la participation de plus de 100 jeunes issus de 33 wilayas, porteurs d'idées innovantes, de solutions intelligentes et de projets en IA, dans une initiative visant à encourager l'innovation chez les jeunes et à renforcer leur esprit d'entrepreneuriat.

Durant cet événement scientifique de quatre jours, qui se déroule au Club des Avocats, les participants concourent dans le cadre d'une compétition nationale pour la présentation de projets liés à l'intelligence artificielle, ainsi qu'un hackathon individuel intensif.

Ce dernier consiste à développer des solutions intelligentes en 30 heures consécutives.

Les trois lauréats de chaque catégorie recevront des prix d'encouragement allant de 50.000 DA à 100.000 DA. En marge de l'ouverture de la manifestation, le directeur de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de Sétif, Nacer Fadli, a précisé que cet événement a pour objectif de promouvoir l'innovation dans le domaine de l'IA et de développer

les compétences des jeunes en programmation, en analyse de données et en résolution de problèmes.

Il s'agit également de soutenir les start-up à dimension technologique et de créer un espace d'échange de connaissances entre les jeunes et les experts.

Selon le même responsable, cette manifestation scientifique tend à ancrer la culture de l'innovation, à valoriser le potentiel de l'élite juvénile et à mettre en avant sa compétence pour contribuer activement à l'initiative entrepreneuriale et de transformer des idées théoriques en solutions concrètes et réalisables.

A cette occasion, un jury composé d'experts en intelligence artificielle, de professeurs de l'université et de représentants d'institutions technologiques de l'université Ferhat Abbas (Sétif1) a été installé.

Ce jury sera chargé d'évaluer les projets selon des critères scientifiques transparents, basés sur le degré d'innovation, la faisabilité, la qualité de la solution technique, l'impact socio-économique, ainsi que la qualité de la présentation et de l'argumentation.

RS

EN PRÉVISION DE L'AÏD EL AD'HA ARRIVÉE DE LA PREMIÈRE CARGAISON D'OVINS PROVENANT DE ROUMANIE

Deux navires transportant la première cargaison de moutons en provenance de Roumanie, estimée à 17.250 têtes, ont accosté, mercredi matin au port d'Oran, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'importation des moutons de l'Aïd El Adha, a indiqué le directeur général de l'Office régional des viandes de l'Ouest. M. Mohamed Belaoun a signalé, dans une déclaration à la presse, que les deux navires arrivés, mercredi matin, transportaient au total 17.250 têtes ovines, dont 7.000 à bord du premier navire et 10.250 à bord du second. Il a ajouté que le déchargement des deux cargaisons interviendra dès l'achèvement des procédures de contrôle sanitaire effec-

tuées par les inspecteurs vétérinaires. Il a également souligné que tous les moyens humains et logistiques ont été mobilisés, en présence du directeur des services agricoles, des cadres de l'Entreprise portuaire d'Oran et des représentants des autorités locales.

Ces têtes ovines seront placées en quarantaine dans deux centres situés dans la wilaya d'Oran, préalablement aménagés et préparés à cet effet.

Pour rappel, cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures visant à répondre à la demande nationale en moutons de l'Aïd et à assurer leur disponibilité à travers les différentes wilayas du pays.

RS

ACHEMINEMENT DU PÉTROLE

LES ÉTATS-UNIS OFFRENT À L'INDE UN RÔLE CENTRAL DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ

Le ministre des Affaires extérieures, S. Jaishankar, et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, s'efforcent constamment de remettre les relations américano-indiennes sur les rails. Leur conversation de vendredi en marge de la réunion du G7 à l'Abbaye des Vaux-de-Cernay, un ancien monastère cistercien du nord de la France [en fait à 30 km au sud ouest de Paris, NdSF] entouré d'une nature préservée, qui portait sur la fermeture du détroit d'Ormuz, semble avoir retrouvé une certaine gravité dans le contenu stratégique de leur relation.

Par M. K. Bhadrakumar
In mondialisation.ca,
31 mars 2026

Les États-Unis transforment la crise du détroit d'Ormuz, qui est la priorité numéro un aujourd'hui pour le président Donald Trump, en une opportunité de travailler avec New Delhi et de créer une synergie pour les relations américano-indiennes. De son côté, Delhi doit calculer qu'elle peut créer une certaine équité en aidant Trump qui se trouve dans une impasse difficile à mettre fin à la guerre, alors qu'il se rend compte tardivement qu'elle n'est pas gagnable. La semaine dernière, Trump et le secrétaire d'État Marco Rubio ont téléphoné à leurs homologues indiens et leur discussion s'est concentrée sur la situation au Moyen-Orient où l'objectif de l'administration Trump est de mettre fin au conflit, ce qui n'est possible que si l'Iran autorise la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

La réunion du G7 d'hier a estimé que Téhéran pourrait introduire un nouveau régime pour le détroit avec un « système de péage » et imposer une redevance aux navires qui empruntent la voie navigable. Rubio a qualifié une telle décision d'« inacceptable ». D'autre part, l'Iran possède un grand avantage dans la géographie du détroit d'Ormuz et il est risqué pour les Américains de le prendre militairement et d'exploiter les voies maritimes dans cette partie du golfe Persique dans les eaux territoriales iraniennes — encore plus risqué d'établir leur domination sur le détroit sans un solide soutien logistique des États régionaux. L'Iran le sait, les États-Unis le savent.

Rubio a déclaré vendredi aux journalistes que le G7 travaillait sur un « plan » pour « affronter » l'Iran. Il a utilisé un langage exceptionnellement dur envers l'Iran. Rubio a déclaré aux médias :

« Les États-Unis sont prêts à faire partie de ce plan. Nous n'avons pas à diriger ce plan, mais nous... nous sommes heureux d'en faire partie. Non seulement les pays du G7, mais les pays d'Asie et du monde entier ont beaucoup en jeu et devraient grandement contribuer à cet



effort pour s'assurer que ni le détroit d'Ormuz ni, franchement, aucune voie navigable internationale ne soient jamais contrôlés ou soumis à péage par un État-nation ».

Il s'agissait d'une référence pointue à l'Inde, qui a récemment adopté une position virulente à l'égard de la fermeture du détroit, y compris au niveau du Premier ministre Narendra Modi lors de la conversation téléphonique de la semaine dernière avec Trump.

Rubio a estimé que : « Je suis heureux de voir qu'il semble y avoir un accord dans cette salle [réunion du G7] sur le fait que nous devons être prêts à faire quelque chose. » Il a proposé que les pays « qui sont les plus touchés par cette [fermeture du détroit] soient disposés à faire quelque chose à ce sujet, et nous les aiderons... J'ai eu un bon accueil pour ce message. Je pense qu'ils se sont tous engagés... qu'ils comprennent la nécessité de cela potentiellement et qu'il serait nécessaire de participer à quelque chose comme ça ».

Les Indiens contrariés

Rubio compte sur Jaishankar qui était assis immédiatement à sa droite lors de la table ronde du G7 vendredi. Si c'est le cas, cela peut créer des craintes chez nous que l'Inde soit entraînée dans la guerre. En l'état actuel des choses, les Indiens se sentent contrariés que Trump ait choisi son grand rival pakistanais pour le rôle central de médiateur lors des prochains pourparlers de haut niveau entre les responsables américains et iraniens à Islamabad, tout en sous-traitant aux Indiens les travaux moins prestigieux dans le détroit d'Ormuz. Mais ensuite, Rubio a précisé que le plan envisagé n'est qu'une « nécessité post-conflit ».

Les Iraniens qui ont goûté au potentiel sans faille du détroit d'Ormuz en tant qu'outil géopolitique ne vou-

dront pas renoncer à leur prérogative souveraine sur la voie navigable. De même, il est bien entendu que la fermeture du détroit d'Ormuz ne concerne pas seulement le flux de pétrole, mais également le recyclage des pétrodollars. Et cela a de profondes implications pour le système financier international et le statut du dollar en tant que monnaie mondiale au cours du dernier demi-siècle. L'Inde peut jouer un rôle constructif pour rapprocher les deux parties. Ironiquement, alors même que Rubio et Jaishankar s'entretenaient vendredi en France, le premier encourageant le second à affronter l'Iran, deux pétroliers à gaz de pétrole liquéfié traversaient le détroit d'Ormuz à destination de l'Inde, selon les données de suivi des navires de LSEG et Kpler.

L'Inde déplace progressivement ses cargaisons de GPL hors du détroit, avec quatre pétroliers à GPL déplacés jusqu'à présent. Et l'Iran tient sa parole quand il dit que des « navires non hostiles » peuvent transiter par la voie navigable s'ils se coordonnent avec les autorités iraniennes. Alors pourquoi l'Inde devrait-elle mettre en péril ses propres intérêts ?

Ensuite, il y a un autre aspect à cela, car il peut s'agir du Protocole d'accord d'Échange logistique (LEMOA), un pacte fondateur américano-indien qui permet l'accès aux bases indiennes pour les navires américains en tant que soutien logistique.

« Notre relation incroyable avec l'Inde »

Certains rapports dans les médias sociaux sont apparus selon lesquels les États-Unis ont approché l'Inde en invoquant le LEMOA pour l'accès de ses navires aux ports indiens. En effet, avec la destruction massive des bases américaines au Moyen-Orient lors des frappes de missiles iraniens, elles sont deve-

nues pratiquement dysfonctionnelles. Certes, l'étrange remarque de Trump vendredi peut être relativisée lorsqu'il a déclaré que « notre relation incroyable avec l'Inde sera encore plus forte à l'avenir. Le Premier ministre Modi et moi sommes deux personnes qui font avancer les choses, ce qui ne peut pas être dit pour la plupart ».

Rubio était loin d'être sans équivoque en ce qui concerne les intentions américaines. Interrogé sur tout déploiement de troupes au sol en Iran, il a parié « maintenant, en ce qui concerne les raisons pour lesquelles il y a des déploiements, premièrement, le président doit être préparé à de multiples éventualités. Même si nous pouvons atteindre tous nos objectifs sans troupes au sol, nous allons toujours être prêt à donner au Président un maximum d'options et une possibilité maximale de s'adapter à toutes éventualités, si elles se présentent ».

L'ambiguïté stratégique est évidente. C'est aussi ainsi que la guerre du Vietnam a commencé, sans le savoir. Une bien meilleure option sans aucune condition et impliquant à peine et pratiquement aucune prise de risque serait de renforcer la sécurité énergétique à la chinoise — des pipelines provenant de sources d'énergie directement vers le marché indien. La Russie avait manifesté son intérêt. Il est tout à fait concevable que cette guerre ne puisse prendre fin que si Washington concédait à l'Iran le droit inaliénable d'exporter son pétrole et son gaz.

On peut soutenir que le moment est venu également pour un projet de pipeline Iran-Inde. Delhi devrait garder toutes ses options ouvertes dans ce qui est essentiellement une période de transition dans la géopolitique énergétique plutôt que de rester un gardien au service de « l'Amérique d'abord » de Trump.

M. K. B

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE MASQUE DU MARCHÉ

Dans un grand village animé, où les voix se mêlaient comme des tambours, vivait un jeune homme nommé Toma.

Il était connu de tous... mais pour une seule chose : plaire aux autres.

Chaque matin, Toma sortait de chez lui comme un acteur entre en scène.

Il parlait pour être applaudi, agissait pour être remarqué, et décidait selon ce que les autres diraient.

Un jour, il portait un masque de générosité.

Le lendemain, un masque de sagesse.

Mais derrière ces visages... son cœur était fatigué.

Un soir, en traversant le marché, il croisa un vieil homme assis devant un miroir ancien.

Intrigué, Toma demanda : — « Que vend-tu, vieil homme ? »

L'homme répondit calmement : — « Je ne vends rien. Je montre aux gens qui ils sont. »

Curieux, Toma regarda dans le miroir...



Mais au lieu de voir son visage, il vit tous les masques qu'il portait. Il recula, troublé.

— « Ce n'est pas moi ! »

Le vieil homme répondit : — « Non. Ce sont les versions de toi que tu fabriques pour les autres. Mais dis-moi... sais-tu encore qui tu es quand personne ne regarde ? »

Ces paroles frappèrent Toma

comme un éclair.

Cette nuit-là, il rentra chez lui et enleva tous ses "masques" : il arrêta de faire semblant, arrêta de chercher l'approbation, et commença à écouter sa propre conscience.

Les jours passèrent.

Au début, les gens parlèrent : — « Toma a changé... il devient étrange. »

Mais Toma resta droit.

Puis, peu à peu, les murmures cessèrent.

Et à leur place naquit quelque chose de plus fort que les applaudissements : le respect silencieux.

Un jour, il revint voir le vieil homme et dit :

— « J'ai perdu l'approbation de certains... mais j'ai retrouvé la paix. »

Le vieil homme sourit :

— « Alors tu as enfin compris : mieux vaut une conscience tranquille qu'une réputation bruyante. »

MORALITÉ

Ta conscience est ta vérité intérieure et ta réputation une opinion extérieure.

Si tu sacrifies qui tu es pour plaire aux autres, tu gagnes leur regard... mais tu te perds toi-même. Mais si tu restes fidèle à ta conscience, tu peux perdre des regards... mais tu gagnes la paix.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 31 mars 2026

KSAR LALLA FATMA

Site archéologique unique en Afrique du Nord, émerge des profondeurs d'une forêt de chêne-liège comme un secret gardé par la nature. Une aventure unique pour qui-conque souhaite découvrir l'histoire enfouie sous les feuillages de la forêt.

Situé cœur du Parc national d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf à l'extrémité nord-est de l'Algérie, la star du site est sans conteste la villa romaine, véritable chef-d'œuvre antique. Cette demeure de prestige s'élevait sur deux étages, avec des murs construits selon la technique de l'opus vittatum, caractérisée par des moellons de grès d'une régularité et d'une qualité exceptionnelles. Ce qui frappe les visiteurs, c'est l'état de conservation remarquable de ces structures : les murs atteignent encore aujourd'hui près de huit mètres de hauteur, soit presque le niveau original du toit. Une préservation aussi exceptionnelle pour un site en plein air constitue un fait rarissime. Mais le Ksar n'était pas simplement une résidence destinée au seul plaisir de ses propriétaires. Le site formait un véritable centre économique et agricole, un domaine rural autosuffisant. Autour de la villa principale s'organisaient des fermes, des huileries, des pressoirs pour les olives et les grains, des roues hydrauliques. L'approvisionnement en eau de ce vaste complexe nécessitait une ingénierie sophistiquée. Un aqueduc de 900 mètres de long acheminait l'eau jusqu'au site, alimentant non seulement la villa et ses jardins, mais aussi les différentes installations de production. Une citerne permettait de stocker l'eau et de garantir un approvisionnement constant même pendant les périodes de sécheresse. Les bains et les thermes de ce complexe conservent encore les vestiges de leur système hypocauste (chauffage par le sol.)

L'originalité de Ksar Lalla Fatma réside également dans son emplacement, qui constitue en soi une aventure extraordinaire. Le site est complètement isolé au milieu de la forêt, loin de toute route



praticable et de toute trace de civilisation moderne. Partir à la recherche de Ksar Lalla Fatma, se frayer un chemin à travers la végétation dense, entendre le bruissement des feuilles et le chant des oiseaux, traverser la rivière, et soudain voir émerger de la forêt ces murs millénaires dressés vers le ciel, voilà une expérience qui dépasse la simple visite archéologique. C'est une immersion dans le temps, une renaissance partielle de l'Antiquité, un moment suspendu entre passé et présent.

Ksar Lalla Fatma représente bien plus qu'un simple vestige du passé. C'est une fenêtre ouverte sur la vie quotidienne dans l'Antiquité, c'est aussi une leçon d'humilité pour l'homme moderne, qui découvre que la nature reprend toujours ses droits, mais avec délicatesse, en enveloppant ces témoins du passé dans un manteau de verdure plutôt que de les détruire. Et c'est finalement une invitation à l'aventure, car ce n'est qu'au prix d'un effort physique et d'une curiosité sincère que l'on peut accéder à ce trésor caché, ce qui rend sa découverte d'autant plus précieuse et mémorable.

Maël Assal

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 31 mars 2026

LES PERRUQUES DANS L'ÉGYPTE ANCIENNE

L'hygiène et l'esthétique se sont réunies dans l'un des objets les plus caractéristiques des anciens Égyptiens: les perruques. Ces éléments, utilisés par les hommes et les femmes, protégeaient le cuir chevelu des rigueurs du climat chaud égyptien et servaient également d'accessoires de beauté sophistiqués.

En 1906, Ernesto Schiaparelli découvrit la tombe de Kha et de son épouse Merit, avec un grand nombre d'objets du quotidien à côté des sarcophages des époux.

Près du sarcophage du Mérite, dynastie XVIII, se trouve une collection complète d'objets personnels. Parmi les bijoux et pendentifs, une splendide perruque noire se démarque, réalisée avec de vrais cheveux et parfaitement conservée.

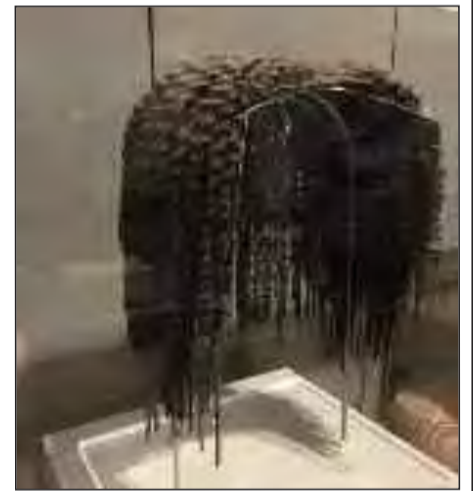
Les perruques égyptiennes étaient autrefois faites de cheveux humains. La plupart de ceux qui ont été étudiés jusqu'à présent, les cheveux humains bruns ont ensuite été teints en noir. Sa coupe était parfaitement symétrique. Ils étaient fabriqués par des coiffeurs ou par des femmes à la maison.

La confection d'une perruque était simple: des cheveux naturels, torsadés, en touffes ou en petites tresses, étaient tissés très étroitement entre les ouvertures d'un support rembourré qui pouvait être en fibres végétales.

Pour donner de la consistance et fixer le poil au support, celui-ci a été immergé (uniquement la racine et le support) dans un liquide composé de résine et de cire d'abeille. La résine durcie a agi comme un adhésif, maintenant les brins en place. La cire lui confère une certaine stabilité. Elle fond à 60 ° C de sorte que la perruque reste intacte même les jours les plus chauds de l'été. Une fois fixée, la perruque était coiffée. On estime que pour fabriquer une perruque comme celle décrite, il faut au moins 120 000 cheveux. Pour cette raison, les peignes (en bois, en os ou, moins fréquemment, en ivoire) et les aiguilles à cheveux étaient indispensables, qui avaient parfois des décorations sur la partie supérieure avec de petites têtes d'animaux ou des motifs géométriques.

Les dames riches avaient des domestiques pour peigner leurs perruques, tandis que les femmes des classes populaires avaient recours à la toilette les unes des autres.

Actuellement au Musée égyptien de Turin - Italie.



Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 1 avril 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ATTAF ENTAME UNE VISITE OFFICIELLE EN CONFÉDÉRATION SUISSE

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé, mercredi soir, à Berne, pour une visite officielle en Confédération suisse, indique un communiqué du ministère.

Cette visite vise à "insuffler une nouvelle dynamique aux relations algéro-suisse dans leurs différentes dimensions politique, économique et humaine", précise le communiqué.

Au cours de cette visite, "M.

Attaf s'entretiendra avec nombre de responsables suisses sur les moyens de consolider et de renforcer la coopération bilatérale", ajoute la même source.

RA



ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

REDDITION D'UN TERRORISTE ET ARRESTATION DE 6 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES EN UNE SEMAINE

Un terroriste armé s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 25 au 31 mars 2026, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 25 au 31 mars 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et "grâce aux

efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé « B.A » dit « El-Cherif » s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et divers effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté 6 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contre-carrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 34 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 2 quintaux et 86 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 51.772 comprimés psychotropes ont été saisis".

"A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et In Guezam, des détachements de l'ANP ont arrêté 771 individus et saisi 29 véhicules, 196 groupes électrogènes, 110 marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", ajoute le bilan.

De même, "18 autres individus ont été appréhendés et 2 fusils à lunette, un pistolet mitrailleur, un fusil de chasse, 32.415 litres de carburants, 65 quintaux de tabacs et 22 tonnes de denrées alimentaires destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

Par ailleurs, "577 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

RA/APS

LANCEMENT DES PORTES OUVERTES SUR LES FORCES AÉRIENNES DE L'ANP

Des portes ouvertes sur les Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP) ont été lancées mercredi à la base aérienne "Lieutenant Bouguessa Abdelkrim" de Boufarik (Blida), relevant de la 1^{re} Région militaire.

Supervisant l'ouverture de cette manifestation, le commandant de l'Air de la 1^{re} Région militaire, représentant le commandant des Forces aériennes, a indiqué que cet événement est "une opportunité offerte au public pour découvrir de près l'histoire, l'organisation et les équipements des Forces aériennes de l'ANP, dans le cadre du lien solide et sacré unissant l'Institution militaire et le peuple".

Il a ajouté que "le peuple a le droit de connaître les composantes de son armée afin d'avoir une vision complète des mécanismes de défense de la patrie, et de mesurer également son niveau de développement, sa puissance ainsi que sa disponibilité opérationnelle et de combat, pour l'accomplissement de ses missions constitutionnelles avec efficacité et en toutes circonstances".

Le même responsable a également évoqué la poursuite des efforts de modernisation des Forces aériennes, conformément aux orientations du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général d'Armée Saïd Chane-griha, en vue de préserver la souveraineté de l'espace aérien national.

Cet événement médiatique de trois (3) jours, vise à offrir un aperçu des forces aériennes et à mettre en valeur les efforts consentis pour leur modernisation et leur développement, constituant ainsi une opportunité pour le public de découvrir les avancées réalisées dans ce domaine.

Il s'agit également de permettre aux visiteurs de s'informer sur le haut niveau des cadres de cette composante de l'Armée nationale populaire, notamment les pilotes et techniciens, qui ont fourni des explications détaillées, en particulier au profit des jeunes intéressés par un engagement au sein de l'armée en général et des forces aériennes en particulier.

Ces portes ouvertes ont été marquées par l'exposition de plusieurs types d'aéronefs au niveau du parking de la base aérienne, dédiés notamment à l'évacuation sanitaire, au transport de personnels et de matériels, à la recherche et au sauvetage, ainsi qu'à la lutte contre les incendies.

Des visites ont également été organisées aux ateliers des services de soutien opérationnel, du service du carburant, du service des véhicules spéciaux, ainsi qu'aux ateliers du régiment 750 fusiliers de l'air.

A cette occasion, une démonstration en arts de combat a été exécutée par une section des commandos de l'air et le régiment 750 fusiliers de l'air, au niveau de la base aérienne "Lieutenant Bouguessa Abdelkrim" de Boufarik.

La première journée de cette manifestation a enregistré une forte affluence de familles, de jeunes et d'enfants, venus découvrir ce corps d'armée et observer de près les aéronefs militaires, d'autant que l'événement coïncidait avec les vacances scolaires.

RA/APS

CONSEIL DE LA NATION

SAYOUD PRÉSENTE LE TEXTE DE LOI ORGANIQUE RELATIF AU RÉGIME ÉLECTORAL

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présenté mercredi, le texte de loi organique relatif au régime électoral devant la commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation.

Lors de cette séance tenue en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Sayoud a précisé que ce texte de loi s'inscrit dans le cadre du développement du système électoral en Algérie.

Soulignant "l'importance de la révision technique de certaines dispositions de la loi sur le régime électoral en tant que pierre angulaire de la consolidation de la démocratie", le ministre a précisé que cette révision s'inscrit dans la poursuite des efforts engagés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment en ce qui concerne le volet politique, visant

à consacrer l'Etat de droit.

Ce texte de loi vise notamment à "moderniser le cadre juridique du processus électoral, en adéquation avec les récents amendements techniques de la Constitution", a ajouté M. Sayoud.

Il reflète globalement "une orientation de réforme progressive, conciliant l'élargissement de la participation politique et le renforcement des mécanismes d'intégrité et de transparence, de nature à consolider la confiance dans les institutions de l'Etat et à consacrer la pratique démocratique", a-t-il poursuivi.

Le ministre a, par ailleurs, passé en revue les principaux amendements introduits dans ce texte de loi, traduisant "la volonté législative claire visant à réajuster le cadre juridique du système électoral, de manière à répondre aux exigences de la prochaine étape".

Ces amendements portent notamment sur les axes relatifs à "la restructuration et à l'organisation de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE)", "la

prise en charge du soutien matériel et logistique par les services du ministère de l'Intérieur dans le cadre des opérations électorales et référendaires", "la révision des critères de candidature", ainsi que "l'amélioration de l'organisation et du déroulement des opérations électorales" outre "l'accompagnement de la stratégie de modernisation dans le domaine électoral".

Ainsi, ce texte vient "consolider les acquis contenus dans la loi en vigueur et développer ses mécanismes, de manière à garantir l'édification d'un système électoral plus équilibré et d'institutions plus solides", a poursuivi M. Sayoud.

Les réformes proposées "posent des bases juridiques et organisationnelles solides pour un processus électoral fondé sur la transparence, l'intégrité, la neutralité et le respect de la liberté de choix des citoyens", a conclu le ministre.

RA/APS